



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 3 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1967

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
133

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

55. Περί κυρώσεως των υπογραφεισών την 2ην Σεπτεμβρίου 1966 μεταξύ της Ελλάδος και της Ρουμανίας Συμφωνιών. 1
57. Περί κυρώσεως της μεταξύ της Ελληνικής Κυβερνήσεως και της Βρετανικής τσαούτης συμφωνίας περί συμφηρισμού των εκ της Στρατιωτικής Διοικήσεως Δωδεκανήσου υπό των Βρετανικών Αρχών προκυψασών εκατέρωθεν άπαιτήσεων και περί καταβολής αποζημιώσεως εἰς τοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου. 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 55

Περί κυρώσεως των υπογραφεισών την 2 Σεπτεμβρίου 1966 μεταξύ της Ελλάδος και της Ρουμανίας Συμφωνιών.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἐρῶμεν μόνον

Κυροῦνται καὶ ἔχουσιν ἰσχύον Νόμου αἱ κατωτέρω Συμφωνίαι υπογραφείσαι ἐν Ἀθήναις τὴν 2ην Σεπτεμβρίου 1966 μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας:

1. Ἡ Συμφωνία περί διακανονισμοῦ τῶν ἐκκρεμῶν οικονομικῶν ζητημάτων μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν καὶ αἱ συναφεῖς ἐπιστολαί, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

2. Ἡ Συμφωνία περί οικονομικῆς, βιομηχανικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

3. Ἡ μακροπρόθεσμος Συμφωνία περί ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μετὰ τῶν προσηρημένων αὐτῇ πινάκων, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1966.

4. Ἡ Συμφωνία Πληρωμῶν, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966.

5. Ἡ Συμφωνία ἐπὶ τῆς Ναυτιλίας μετὰ τῶν συναφῶν ἐπιστολῶν, ἧτις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 13 αὐτῆς ὀριζόμενα.

6. Ἡ Συμφωνία περί ἀντικαταστάσεως τοῦ Παραρτήματος τῆς ἀπὸ 2ας Μαΐου 1960 Συμφωνίας περί τῶν τακτικῶν ἐμπορικῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, τῆς ἰσχύος ταύτης ἀρχομένης ἀπὸ τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966.

7. Ἡ Συμφωνία ἢ ἀφορῶσα εἰς τὰς Ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, ἧτις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 18 αὐτῆς ὀριζόμενα.

8. Ἡ Σύμβασις διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἧτις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 9 αὐτῆς ὀριζόμενα.

9. Τὸ πρόγραμμα μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰ ἐν παραγράφῳ 21 τοῦ 5ου Τμήματος αὐτοῦ ὀριζόμενα.

Τὰ ἐν τῷ μέλλοντι συναφθήσμενα μετὰ τῆς Ρουμανίας διατοῦς ἰσχύος Προγράμματα μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν δημοσιευομένης εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Τὰ κείμενα τῶν ὡς ἄνω Συμφωνιῶν ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρῶν νόμος θέλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Ἰουνίου 1967

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΚΟΛΛΙΑΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΓΡ. ΣΠΑΝΤΙΔΑΚΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, Π. ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ - ΓΚΟΥΡΑΣ, ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ, ΣΤ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΑΡΤΩΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΤΣΑΡΟΥΧΗΣ, ΙΩΑΝ. ΤΣΑΝΤΙΛΑΣ, ΑΔΕΕ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΑΘ. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, ΑΔΕΕ. ΛΕΚΚΑΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΟΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Ἰουνίου 1967

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ

ACCORD

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant le règlement des problèmes financiers en suspens entre les deux Pays.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, désireux de régler définitivement les problèmes financiers en suspens, de favoriser le développement des relations entre les deux pays et tenant compte des dispositions de l'Accord conclu entre les deux Gouvernements en date du 25 Août 1956, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie paiera au Gouvernement du Royaume de Grèce une somme forfaitaire de 3.500.000 (trois millions cinq cents mille) dollars USA, à titre d'indemnité globale et définitive pour les prétentions de toute nature

de l'Etat grec et des personnes physiques et juridiques hellènes, envers l'Etat roumain et les personnes physiques et juridiques roumaines concernant:

a) Les biens, droits et intérêts qui ont été atteints par des mesures de nationalisation, expropriation, prise en administration ainsi que toutes autres mesures législatives ou administratives similaires, prises par l'Etat roumain avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) les biens immeubles qui se trouvent sur le territoire roumain appartenant aux ressortissants hellènes qui ont quitté la Roumanie jusqu'au 25 Août 1956 et qui ne rentrent pas dans les dispositions de l'alinéa a) du présent article.

c) des titres de la dette publique roumaine;

d) les créances financières et commerciales, engendrées avant la date de la signature du présent Accord, et qui concernent les biens, droits et intérêts visés à l'alinéa a et b ci-dessus.

Les obligations, découlant de l'Accord commercial et de paiements gréco-roumain en vigueur, ne sont pas affectées par les dispositions du présent Accord.

Article 2.

Le paiement intégral par le Gouvernement Roumain de la somme mentionnée à l'article 1 aura un effet libératoire pour l'Etat roumain et les personnes physiques et juridiques roumaines envers l'Etat hellénique et les personnes physiques et juridiques hellènes.

Après le paiement intégral par le Gouvernement Roumain de la somme mentionnée à l'article 1, le Gouvernement du Royaume de Grèce considérera intégralement et définitivement éteintes toutes les prétentions visées à l'article 1.

A partir de la signature du présent Accord, le Gouvernement du Royaume de Grèce s'engage à ne plus soutenir de quelque manière que ce soit envers le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie les prétentions réglées par le présent Accord.

Les ressortissants hellènes dont les biens, droits et intérêts, ont été réglés par le présent Accord sont libérés de toutes charges, obligations ou impôts vis-à-vis de l'Etat, Autorités et personnes physiques ou morales roumaines.

Article 3.

La répartition de la somme visée à l'article 1 entre les ayants droit relève exclusivement de la compétence du Gouvernement du Royaume de Grèce, sans qu'aucune responsabilité en résulte pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

Article 4.

L'Etat Roumain renonce en faveur de l'Etat hellénique à tous ses droits et prétentions sur les immeubles suivants, situés en Grèce :

1. Un immeuble, situé à Thessalonique, rue Miaoulis No. 36 (ancien 26).

2. Un immeuble, situé à Thessalonique, rue Socratus No 38 (ancien 40-42).

L'Etat hellénique renonce en faveur de l'Etat Roumain à tous ses droits et prétentions sur les immeubles suivants, situés en Roumanie :

1. Un immeuble, situé à Bucarest, rue Austrului (coin rue Mecet) No. 33.

2. Un immeuble, situé à Bucarest, rue Robert de flers No. 17-19.

L'Etat hellénique rachètera les meubles qui ont appartenu à l'Ambassade de Roumanie à Athènes au prix qui sera fixé d'un commun accord, devant intervenir au plus tard dans un an à partir de la date de la signature du présent Accord.

Article 5.

La somme, prévue par l'article 1 du présent Accord, sera payée par le canal des comptes prévus par l'article 2

de l'Accord de paiement entre les deux Pays, signé en date de ce jour, comme ci-après:

1. A partir de la signature du présent Accord: a) un pourcentage de 15 % sera prélevé sur les recettes provenant des paiements effectués en règlement de la valeur des exportations en Grèce d'outillage et d'équipement industriel roumain et b) un pourcentage de 8 % sera prélevé sur les recettes provenant des paiements effectués en règlement de la valeur de toutes les autres marchandises roumaines exportées en Grèce.

2. La Banque de Grèce portera le produit de ces prélèvements, au fur et à mesure de leur réalisation, par le débit du compte en dollars USA, tenu auprès d'elle, au nom de la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie, au crédit d'un compte en dollars USA, ne portant pas d'intérêts ou frais, dénommé «Accord financier gréco-roumain du 2 septembre 1966», qui sera ouvert auprès de la Banque de Grèce au nom du Gouvernement Hellénique.

3. Les modalités techniques de transfert, relatives aux prélèvements prévus par les paragraphes précédents, seront établies d'un commun accord entre la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce.

Article 6.

En vue de faciliter la répartition entre les ayants droit de la somme mentionnée à l'article 1, le Gouvernement Roumain communiquera à la requête du Gouvernement Hellénique tous les renseignements disponibles, nécessaires au contrôle et à la vérification des demandes d'indemnisation.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce remettra au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie les documents originaux disponibles (actes de propriété, titres de la dette publique, actions, obligations e.t.c.) ou tous autres documents sur la base desquels les requérants hellènes ont été indemnisés.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie
C. MANESCU

I. TOUMBAS

Le Président de la Délégation Hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

Mé référant à nos discussions, portant sur la question des immeubles appartenant à des ressortissants roumains et situés en Grèce, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que ces immeubles ne feront pas l'objet d'un traitement moins favorable que celui prévu par la Loi Hellénique pour les immeubles des ressortissants étrangers en Grèce.

Il est entendu que le même traitement sera réservé aux immeubles appartenant à des ressortissants hellènes en Roumanie, qui n'ont pas été affectés par l'Accord financier, signé en date de ce jour./

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Délégation Hellénique

I. TOUMBAS

S.E. Monsieur le Président de la Délégation Roumaine

Le Président
de la Délégation de la République
Socialiste de Roumanie

Athènes, le 2 septembre 1966

oM nsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 2 septembre 1966 ainsi libellée

Me référant à nos discussions portant sur la question des immeubles appartenant à des ressortissants roumains et situés en Grèce, j'ai l'honneur de vous confirmer par la présente que ces immeubles ne feront pas l'objet d'un traitement moins favorable que celui prévu par la Loi Hellénique pour les immeubles des ressortissants étrangers en Grèce.

Il est entendu que le même traitement sera réservé aux immeubles appartenant à des ressortissants hellènes en Roumanie, qui n'ont pas été affectés par l'Accord financier, signé en date de ce jour.

En réponse, je vous confirme l'accord de mon Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Veuillez, agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation de la République Socialiste de Roumanie
C. MANESCU

Son Excellence
Monsieur le Président
de la Délégation Hellénique
En Ville

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας, περί διακανονισμού των έκκρεμων οικονομικών ζητημάτων μεταξύ των δύο χωρών.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ διακανονίσουν ὀριστικῶς τὰ ἔκκρεμὰ οικονομικὰ ζητήματα, νὰ εὐνοήσουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν μεταξύ των δύο χωρῶν σχέσεων καὶ ἔχουσαι ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τῆς μεταξύ των δύο Κυβερνήσεων συναφθείσης ἀπὸ 25 Αὐγούστου 1956 συμφωνίας, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θὰ καταβάλῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, κατ' ἀποκοπὴν, τὸ ποσὸν τῶν 3.500.000 (τριῶν ἑκατομμυρίων πεντακοσίων χιλιάδων) δολλαρίων Η.Π.Α. ὡς συνολικὴν καὶ ὀριστικὴν ἀποζημίωσιν διὰ τὰς πάσης φύσεως ἀπαιτήσεις τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ἑλληνικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων ἔναντι τοῦ Ρουμανικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων, αἵτινες ἀφοροῦν:

α) Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα ἄτινα ἐθίγησαν ὑπὸ μέτρων ἐθνικοποιήσεως, ἀπαλλοτριώσεως, βιοικητικῆς καταλήψεως, ὡς καὶ παντὸς ἄλλου παραμοίου νομοθετικοῦ ἢ διοικητικοῦ μέτρου ληφθέντος ὑπὸ τοῦ Ρουμανικοῦ Κράτους πρὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Τὰ ἐπὶ ρουμανικοῦ ἐδάφους κείμενα ἀκίνητα, τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἑλλήνας ὑπηκόους ἐγκαταλείψαντες τὴν Ρουμανίαν μέχρι τῆς 25ης Αὐγούστου 1956, καὶ μὴ ἐμπέσαντα εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου α' τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Τοὺς τίτλους τοῦ ρουμανικοῦ δημοσίου χρέους.

δ) Τὰς οικονομικὰς καὶ ἐμπορικὰς ἀπαιτήσεις, τὰς γεννηθείσας πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, καὶ ἀφορώσας τὰ ἐν ταῖς ἀνωτέρω ἐδαφίοις α' καὶ β' ἀναφερόμενα περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα.

Αἱ ἐκ τῆς ἰσχυροῦς Ἑλληνορουμανικῆς συμφωνίας Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν πηγάζουσαι ὑποχρεώσεις δὲν θίγονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ εἰς τὸ ἀκέραιον καταβολὴ ὑπὸ τῆς Ρουμανικῆς Κυβερνήσεως τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἄρθρῳ 1 ποσοῦ θὰ ἔχῃ ὡς ἀποτέλεσμα τὴν ἀπαλλαγὴν τοῦ ρουμανικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων ἔναντι τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ἑλληνικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

Μετὰ τὴν εἰς τὸ ἀκέραιον καταβολὴν ὑπὸ τῆς Ρουμανικῆς

υψηλῆς τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος θὰ θεωρηθῇ ὡς ὀλοσχερῶς καὶ ὀριστικῶς ἀποσβεσθείσας τὰς ἀναφερόμενας ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 ἀπαιτήσεις.

Ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὑποχρεοῦται νὰ μὴ ὑποστηρίξῃ καθ' οἰονδήποτε τρόπον ἔναντι τῆς Ρουμανίας τὰς διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας διακανονιζόμενας ἀπαιτήσεις.

Οἱ Ἑλλήνες ὑπήκοοι τῶν ὁποίων τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα διεκλονίσθησαν διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας ἀπαλλάσσονται παντὸς ἐδάφους, ὑποχρεώσεως ἢ φόρου ἔναντι τοῦ ρουμανικοῦ Δημοσίου τῶν Ρουμανικῶν Ἀρχῶν καὶ τῶν ρουμανικῶν φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων.

Ἄρθρον 3.

Ἡ κατανομή μεταξύ τῶν δικαιούχων τοῦ ἐν ἄρθρῳ 1 ἀναφερομένου ποσοῦ ἀνήκει ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, ἄνευ οὐδεμιᾶς εὐθύνης προκυπτούσης ἐντεῦθεν διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Ἄρθρον 4.

Τὸ Ρουμανικὸν Δημοσίον παραιτεῖται ὑπὲρ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ ἀπαιτήσεων αὐτοῦ, ἐπὶ τῶν κάτωθι, ἐν Ἑλλάδι κειμένων, ἀκινήτων:

1. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Θεσσαλονίκῃ, ὁδὸς Μιαούλη ἀριθ. 36, (παλαιὸν 26).

2. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Θεσσαλονίκῃ, ὁδὸς Σωκράτους ἀριθ. 38, (παλαιὸν 40—42).

Τὸ Ἑλληνικὸν Δημοσίον παραιτεῖται ὑπὲρ τοῦ Ρουμανικοῦ Δημοσίου ὅλων τῶν δικαιωμάτων καὶ ἀπαιτήσεων αὐτοῦ ἐπὶ τῶν κάτωθι, ἐν Ρουμανίᾳ κειμένων, ἀκινήτων:

1. Ἐν ἀκίνητον, κείμενον ἐν Βουκουρεστίῳ, ὁδὸς Ἀουτρούλου (γωνία ὁδοῦ Μέσσετ) ἀριθ. 33.

2. Ἐν ἀκίνητον κείμενον ἐν Βουκουρεστίῳ, ὁδὸς Ρομπέρ ντε Φλέρ, ἀριθ. 17—19.

Τὸ Ἑλληνικὸν Δημοσίον θὰ ἐξαγοράσῃ τὰ ἔπιπλα ἄτινα ἀνήκον εἰς τὴν ἐν Ἀθήναις Ρουμανικὴν Πρεσβείαν εἰς τιμὴν καθορισθεσομένην διὰ κοινῆς συμφωνίας, συναφθεσομένης τὸ ἑραδύτερον ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Τὸ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας προβλεπόμενον ποσὸν θὰ καταβληθῇ μέσῳ τῶν λογαριασμῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφείσας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν συμφωνίας πληρωμῶν, ὡς ἀκολούθως:

1. Ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης συμφωνίας: α) ἐν ποσοστὸν 15% θὰ παρακρατῆται ἐπὶ τῶν ἐσόδων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πληρωμῶν τῶν πραγματοποιηθέντων πρὸς κάλυψιν τῆς ἀξίας τῶν εἰς Ἑλλάδα ἐξαγομένων ρουμανικῶν μηχανημάτων καὶ βιομηχανικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ β) ἐν ποσοστὸν 8% θὰ παρακρατῆται ἐπὶ τῶν ἐσόδων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πληρωμῶν τῶν πραγματοποιηθέντων πρὸς κάλυψιν τῆς ἀξίας ὅλων τῶν ἄλλων εἰς Ἑλλάδα ἐξαγομένων ρουμανικῶν ἐμπορευμάτων.

2. Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ φέρῃ τὸ πρῶτον τῶν ἐν λόγω παρακρατημάτων, ἐν ᾧ μέτρῳ ταῦτα πραγματοποιοῦνται, διὰ τοῦ παρ' αὐτῇ τηρουμένου ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας λογαριασμοῦ εἰς δολλάρια Η.Π.Α. εἰς πίστωσιν ἀτόκου καὶ ἄνευ ἐξόδων λογαριασμοῦ εἰς δολλάρια Η.Π.Α. ἀνηγγισμένου παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐπονομαζομένου: «Ἑλληνορουμανικὴ οικονομικὴ συμφωνία τῆς 2ας Σεπτεμβρίου 1966».

3. Αἱ τεχνικαὶ λεπτομέρειαι μεταφορᾶς αἱ ἀφορώσαι τὰ ὑπὸ τῶν προηγουμένων παραγράφων προβλεπόμενα παρακρατήματα θὰ καθορισθῶν διὰ κοινῆς Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 6.

Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς κατανομῆς μεταξύ τῶν δικαιούχων τοῦ ἐν ἄρθρῳ 1 ἀναφερομένου ποσοῦ, ἡ Ρουμανικὴ Κυβέρνησις, αἰτήσῃ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, θ' ἀνακοινώσῃ ἀπᾶντα τὰς διαθέσιμους πλοοσοοίας, τὰς ἀναγκαιούσας διὰ τὸν

ἔλεγχοι καὶ τὴν ἐξακριβώσιν τῶν αἰτήσεων ἀποζημιώσεως.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος διὰ διαβιβάσιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τὰ διαθέσιμα πρωτότυπα ἔγγραφα (τίτλοι κυριότητος, τίτλοι δημοσίου χρέους, μετοχαί, ὁμολογία κλπ.) ἢ πᾶν ἕτερον ἔγγραφο ἐπὶ τῇ ἐάσει τοῦ ὁποίου ἀπεζημιώθησαν οἱ Ἕλληνες δικαιοῦχοι.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παρούσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς τῆς.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966. εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
I. ΤΟΥΜΠΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ρουμανικῆς Σοσιαλ. Δημοκρατίας
K. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ἀθήναι τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συζητήσεις ἡμῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ἐν Ἑλλάδι κειμένων ἀκίνητων τῶν ἀνηκόντων εἰς ρουμάνους ὑπηκόους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω ὑμᾶς διὰ τῆς παρουσίας ὅτι τὰ ἐν λόγω ἀκίνητα δὲν θ' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον μεταχειρίσεως ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆς ἐκείνης ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἑλληνικοῦ νόμου διὰ τὰ ἐν Ἑλλάδι ἀκίνητα τῶν ξένων ὑπηκόων.

Ἐξυπακούεται ὅτι ἡ ἰδία μεταχειρίσις θὰ ἐπιφυλαχθῇ διὰ τὰ ἐν Ρουμανίᾳ κείμενα ἀκίνητα τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἕλληνας ὑπηκόους, τὰ ὁποῖα δὲν θίγονται ὑπὸ τῆς ὑπογραφείσης σήμερον οἰκονομικῆς συμφωνίας.

Εὐαρεστηθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, νὰ δεχθῆτε τὴν βεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
I. ΤΟΥΜΠΙΑΣ

A. E. Κύριον Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας

Ἀθήναι τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ ἡμερομηνίαν 2 Σεπτεμβρίου 1966 ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἐχούσης οὕτω :

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συζητήσεις ἡμῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ἐν Ἑλλάδι κειμένων ἀκίνητων τῶν ἀνηκόντων εἰς ρουμάνους ὑπηκόους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω ὑμᾶς διὰ τῆς παρουσίας ὅτι τὰ ἐν λόγω ἀκίνητα δὲν θ' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον μεταχειρίσεως ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆς ἐκείνης ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἑλληνικοῦ νόμου διὰ τὰ ἐν Ἑλλάδι ἀκίνητα τῶν ξένων ὑπηκόων.

Ἐξυπακούεται ὅτι ἡ ἰδία μεταχειρίσις θὰ ἐπιφυλαχθῇ διὰ τὰ ἐν Ρουμανίᾳ κείμενα ἀκίνητα τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἕλληνας ὑπηκόους, τὰ ὁποῖα δὲν θίγονται ὑπὸ τῆς ὑπογραφείσης σήμερον συμφωνίας.

Εἰς ἀπάντησιν βεβαιῶ ὑμᾶς ὅτι ἡ Κυβέρνησις μου εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ἐν λόγω ἐπιστολῆς.

Εὐαρεστηθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, νὰ δεχθῆτε τὴν βεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑμῶν ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
K. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

A. E. Κύριον Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας
Ἐ ν τ α ὕ θα

ACCORD

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.
sur

la collaboration économique, industrielle et technique

Désireux de promouvoir la collaboration économique industrielle et technique correspondant aux intérêts mutuels des deux Pays et aux liens d'amitié qui les unissent, le Gouvernement hellénique et le Gouvernement roumain sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les deux Gouvernements s'efforceront dans le cadre de leur législation interne à aider et à encourager le développement de la collaboration économique, industrielle et technique gréco-roumaine dans les domaines de l'industrie, des mines, du bâtiment, de l'agriculture, ainsi que dans d'autres domaines économiques d'intérêt commun.

Article 2.

La collaboration économique, industrielle et technique, étant l'objet du présent Accord comprendra:

a) collaboration entre les organisations économiques et les entreprises des deux Pays, en vue de l'élaboration de projets pour la construction d'usines et fabriques, l'élargissement et la modernisation de celles déjà existantes, y compris la formation des cadres;

b) collaboration entre les organisations économiques en matière de modernisation et standardisation, visant à améliorer le processus technologique de production, à augmenter la productivité et à perfectionner les méthodes de travail;

c) collaboration entre les organisations économiques en matière d'utilisation mutuelle des capacités de production disponibles;

d) collaboration entre les organisations économiques des deux Pays visant à élaborer et à réaliser des projets industriels sur les marchés tiers;

e) collaboration et assistance techniques, notamment au moyen d'échange d'experts et de livraison de matériel destinés aux essais dans le domaine de la recherche scientifique.

A cette fin, les deux Gouvernements encourageront la conclusion d'arrangements entre les organisations économiques, les associations et les entreprises des deux Pays, aussi bien qu'entre leurs institutions compétentes dans le domaine de la recherche scientifique.

Article 3

La Commission Mixte prévue par l'Accord Commercial à long terme signé en date de ce jour entre la Grèce et la Roumanie sera également compétente pour étudier, initier et constater les possibilités et l'orientation de la collaboration économique, industrielle et technique prévue par le présent Accord et de préparer pour les Gouvernements toutes les recommandations y afférentes.

Article 4

La collaboration prévue dans les domaines mentionnés au présent Accord s'effectuera toujours sur la base d'un contrat spécial, qui sera signé pour chaque cas concret entre les organisations économiques, les associations et les entreprises des deux Pays et qui fixera les détails techniques et économiques de la collaboration. Ces contrats, pour être conclus et exécutés, devront être préalablement approuvés par les autorités compétentes des deux Pays.

Article 5

Tout paiement qui résultera de l'exécution des contrats de collaboration économique, conclus en vertu du présent Accord, pourra être réglé soit par l'exportation des marchandises qui seront le produit des bo-

jectifs économiques atteints, soit par d'autres marchandises, soit par la voie du compte clearing en vigueur entre les deux Pays. De toute façon les détails concernant le paiement seront spécifiées dans les contrats de collaboration économiques prévus par l'Article 4 du présent Accord.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur dès la date de sa signature et sera valable jusqu'au 31 décembre 1970.

Après cette date il sera prorogé par tacite réconduction pour des périodes annuelles, s'il n'est pas dénoncé avec préavis de trois mois avant la date de son expiration.

Les dispositions du présent Accord continueront d'être applicables aux transactions qui ne seront pas encore définitivement réalisées jusqu'au jour de son expiration.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement Pour le Gouvernement de
du Royaume de Grèce la République Socialiste de

I TOUMBAS

Roumanie
C. MANESCU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας περί οικονομικής, βιομηχανικής και τεχνικής Συνεργασίας.

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως προωθήσουν οικονομικήν, βιομηχανικήν και τεχνικήν συνεργασίαν, ἀνταποκρινομένην εἰς τὰ ἀμοιβαία συμφέροντα τῶν δύο χωρῶν και εἰς τοὺς δεσμοὺς φιλίας αἰτινες τὰς συνδέουν, ἡ Ρουμανικὴ Κυβέρνησις και ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας, θὰ καταβάλλουν προσπαθείας ὅπως βοηθήσουν και ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἑλληνο-ρουμανικῆς οικονομικῆς, βιομηχανικῆς και τεχνικῆς συνεργασίας εἰς τοὺς τομεῖς τῆς βιομηχανίας, μεταλλείων, κτιριακῶν κατασκευῶν γεωργίας ὡς και ἑτέροισιν οικονομικοῖς τομεῖς κοινῶν ἐνδιαφέροντος.

Ἄρθρον 2.

Ἡ οικονομική, βιομηχανική και τεχνική συνεργασία, συνιστῶσα τὸ ἀντικείμενον τῆς παρούσης συμφωνίας θὰ περιλαμβάνη:

α) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν και τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκπονήσεως προγραμμάτων δια τὴν κατασκευὴν ἐργοστασίων, τὴν ἐπέκτασιν και τὸν ἐκσυγχρονισμόν ἤδη ὑπαρχόντων, συμπεριλαμβανομένης και τῆς καταρτίσεως τῶν στελεχῶν.

β) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν εἰς θέματα ἐκσυγχρονισμού και τυποποιήσεως, ἐπὶ τῷ σκοπῷ βελτιώσεως τῆς τεχνολογικῆς διαδικασίας τῆς παραγωγῆς, ἀξίησεως τῆς παραγωγικότητος και τελειοποιήσεως τῶν μεθόδων ἐργασίας.

γ) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν και ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀμοιβαίαν χρησιμοποίησιν τῶν διαθεσίμων παραγωγικῶν δυνατοτήτων.

δ) Συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν τῶν δύο Χωρῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκπονήσεως και θέσεως εἰς ἐφαρμογὴν βιομηχανικῶν σχεδίων ἀφορώντων ἀγορὰς τρίτων χωρῶν.

ε) Συνεργασίαν και τεχνικὴν βοήθειαν ἰδίᾳ δι' ἀνταλλαγῆς ἐμπειρογνομόνων και διαδόσεως ὕλικῶν προωρισμένου δια πειράματα εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρευνῆς.

Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν σύναψιν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν, ἐνώσεων και ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν, ὡς ἐπίσης και μεταξὺ τῶν ἀρμόδιων ὀργάνων εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρευνῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τῆς μακροπρόθεσμης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος και τῆς Ρουμανίας θὰ εἶναι ὡσαύτως ἀρμόδια δια νὰ μελετᾷ, ἀναλαμβάνη πρωτοβουλίας και διαπιστῶνῃ τὰς δυνατότητας και τὸν προσανατολισμὸν τῆς οικονομικῆς, βιομηχανικῆς και τεχνικῆς συνεργασίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας και προετοιμάζῃ δια τὰς Κυβερνήσεις ὅλας τὰς σχετικὰς συστάσεις.

Ἄρθρον 4.

Ἡ προβλεπομένη συνεργασία ἐντὸς τῶν ἀναφερθέντων δια τῆς παρούσης συμφωνίας τομέων θὰ πραγματοποιηθῆται πάντοτε βάσει ἐιδικῆς συμβάσεως ἡ ὅποια θὰ ὑπογράφεται δι' ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν μεταξὺ τῶν οικονομικῶν ὀργανισμῶν, τῶν ἐνώσεων και τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο χωρῶν και ἡ ὅποια θὰ καθορίζῃ τὰς τεχνικὰς και οικονομικὰς λεπτομερείας τῆς συνεργασίας. Ἡ σύναψις και ἐκτέλεσις τῶν συμβάσεων τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς προηγούμενην ἔγκρισιν τῶν ἀρμόδιων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 5.

Πᾶσα πληρωμὴ ἣτις θέλει προκύψῃ ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τῶν συμβάσεων οικονομικῆς συνεργασίας, τῶν συναπτομένων δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ δύναται νὰ διακανονίζεται εἴτε δι' ἐξαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἄτινα θὰ συνιστοῦν τὸ προϊόν τῶν ἐπιτευχθέντων οικονομικῶν σκοπῶν, εἴτε δι' ἑτέρων ἐμπορευμάτων, εἴτε μέσῳ τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ κληρικῆ τοῦ ἰσχύοντος μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν. Ὅπωςδήποτε αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι τὴν πληρωμὴν θὰ καθορίζωνται εἰς τὰς συμφωνίας οικονομικῆς συνεργασίας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει τεθῆ εἰς ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς της και θέλει ἰσχύσῃ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1970.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ παρατείνεται δια σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως δι' ἐτήσιος περιόδους, ἐὰν δὲν ἤθελε καταγεληθῆ κατόπιν προειδοήσεως τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκπνοῆς της.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν ἐφαρμογῆς ἐπὶ τῶν συναλλαγῶν αἰτινες δὲν θὰ ἔχουν εἰσέτι ὀριστικῶς πραγματοποιηθῆ μέχρι τῆς ἡμέρας ἐκπνοῆς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
I. ΤΟΥΜΠΑΣ K. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

Accord à Long Terme

Relatif aux échanges commerciaux entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie considérant que le développement des relations commerciales entre la Grèce et la Roumanie répond aux intérêts des deux Pays et animés du désir de créer une base solide pour les échanges commerciaux sont convenus de conclure Accord à long -terme relatif aux échanges commerciaux entre les deux Pays pour une période de cinq ans.

Article 1

Dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux Pays les deux Gouvernement prendront toutes les mesures nécessaires pour faciliter et développer l'échange de marchandises qui s'effectuera pendant la période allant du 1er janvier 1966 jusqu'au 31 décembre 1970 conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Au cours de la première année de la validité du présent Accord, soit à partir du 1er janvier 1966 jusqu'au 31 décembre 1966, l'échange de marchandises entre les deux Pays s'effectuera sur la base des contingents prévus, respectivement dans les listes «A» et «B» annexées au présent Accord. Ces listes qui font partie intégrante du présent Accord serviront comme base pour la conclusion des listes de marchandises pour chaque période annuelle pendant la validité de ce même Accord.

Ces dernières listes seront établies par les deux parties lors de la conclusion des Protocoles annuels relatifs aux échanges commerciaux entre la Grèce et la Roumanie. A cette occasion les Parties contractantes s'efforceront d'augmenter les contingents prévus dans les listes «A» et «B» ci-annexées ainsi que le nombre des produits devant faire l'objet des livraisons réciproques.

Toutefois si les Parties ne se réunissent pas pour établir les listes nouvelles, celles établies pour l'année précédente seront automatiquement prorogées pour une nouvelle période annuelle et ainsi de suite.

Article 3

Les autorisations d'importation et d'exportation, en tant que ce soit nécessaire, seront délivrées dans le cadre des réglementations en vigueur par les autorités compétentes pour les marchandises établies en quantités ou en valeurs inscrites dans les listes «A» et «B» annexées au présent Accord.

Les autorités compétentes des deux Pays examineront avec bienveillance dans le cadre de la réglementation en vigueur des demandes d'importation ou d'exportation des marchandises au delà des quantités prévues aux listes ou pour des produits qui n'y figurent pas. Il est entendu que les marchandises importées dans chacun des deux pays seront destinées à la consommation intérieure de ce pays. Toutefois les deux parties examineront avec bienveillance des propositions concernant la possibilité de réexportation pour certaines marchandises et leur destination.

Article 4

Les parties contractantes s'appliqueront réciproquement le régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les taxes douanières, les taxes et les impôts, ainsi que dans la manière de percevoir ces taxes douanières, taxes et impôts, en ce qui concerne les réglementations douanières et les différentes formalités relatives à l'importation, l'exportation et au dédouanement des marchandises.

Ce régime ne comprendra pas :

a) Les privilèges que l'une des parties contractantes a reconnu ou reconnaîtra aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier :

b) Les avantages découlant d'une union douanière qui existe déjà ou qui sera signée ultérieurement par l'une des parties contractantes.

Article 5

Les paiements afférents aux échanges commerciaux prévus dans le présent Accord seront effectués conformément aux dispositions de l'Accord de paiements signé en date de ce jour.

Article 6

Les deux parties contractantes étudieront avec bienveillance les propositions éventuelles provenant de l'une ou l'autre des parties, se rapportant à la conclusion de transactions multilatérales.

Article 7

Les deux parties contractantes sont d'accord à ce que des matières premières soient expédiées de l'un

des pays vers l'autre, conformément aux dispositions de l'Accord, sous forme temporaire, en vue d'être transformées en produits finis et réexportées vers le pays fournisseur.

Tous les frais afférents au processus de transformation de ces matières premières en produits finis seront réglés soit par l'envoi d'une quantité supplémentaire de matières premières ou d'autres marchandises du pays exportateur, soit par voie de clearing.

Les contrats conclus entre les intéressés pour ces opérations de transformation seront soumis à l'approbation préalable des autorités compétentes des deux pays.

Article 8

Les deux Gouvernements institueront une commission mixte composée de représentants des deux parties. Cette commission aura pour tâche d'établir des nouvelles listes de marchandises, de surveiller l'exécution du présent Accord et de soumettre aux deux Gouvernements toute proposition tendant à améliorer les relations commerciales entre les deux pays.

La commission mixte se réunira à la demande de l'une ou l'autre des parties, alternativement à Athènes et à Bucarest.

Article 9

Le présent Accord remplace l'Accord sur les échanges commerciaux entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie du 19 mai 1954, ainsi que les protocoles y relatifs du 9 novembre 1956 et du 8 juillet 1959.

Article 10

Le présent Accord entrera en vigueur rétroactivement à partir du 1er janvier 1966 et sera valable jusqu'au 31 décembre 1970.

Après cette date il sera prorogé par tacite réconduction pour des périodes annuelles, s'il n'est pas dénoncé avec préavis de trois mois avant la date de son expiration.

Les dispositions du présent Accord continueront d'être applicables aux transactions qui ne seront pas encore définitivement réalisées jusqu'au jour de son expiration.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

J. TOUMBAS

C. MANESCU

LISTE «A»

Marchandises roumaines à exporter vers la Grèce		
No.	Designation des marchandises	Valeur en 1.000 USA\$
1.	Produits pétroliers	P.M.
2.	Bois de sciage et produits finis y compris panneaux en fibres	2.600
3.	Caises en bois et douves travaillées	1.000
4.	Tracteurs et machines agricoles	1.000
5.	Machines et produits de l'industrie électrotechnique et de l'industrie métallurgique	1.000
6.	Machines diverses à usage domestique (machines à coudre, machines à laver, rechauds et fourneaux à gaz, radiateurs, compteurs d'eau d'un diamètre plus de 3 inc., fers à repasser etc.)	600
7.	Outillage pétrolier	P.M.
8.	Matériel roulant	P.M.
9.	Outillage énergétique	P.M.
10.	Tissus de coton et fibranne	100
11.	Verrerie	50
12.	Produits chimiques et pharmaceutiques	500

13. Animaux vivants, viande et produits de viande	1.000
14. Plantes médicinales	10
15. Graines de courge	10
16. Graines de chanvre	P.M.
17. Oeufs	P.M.
18. Amidon	P.M.
19. Boissons spiritueuses et vins	10
20. Alcool	P.M.
21. Papier divers (papier kraft, papier d'imprimerie et à écrire, etc)	500
22. Produits réfractaires	P.M.
23. Câbles électriques en aluminium, cordons et conducteurs électriques etc.	100
24. Produits de l'artisanat	10
25. Livres, films, disques de musique, etc.	20
26. Beurre	P.M.
27. Fromages	500
28. Sel de mine	50
29. Baignoires	50
30. Tubes en fonte et tuyaux en acier pour installations	150 P.A.
31. Tubes en amiante-ciment	P.M.
32. Roulements	50 P.A.
33. Pneus auto et vélo y compris les chambres à air	150 P.A.
34. Articles en matières plastiques	100
35. Articles sanitaires en porcelaine	20
36. Matériaux de constructions (béton d'autoclave, plaque céramiques, etc)	15
37. Cellulose de roseau	P.M.
38. Instruments de musique	10
39. Timbres philatéliques	5
40. Divers	390

LISTE «B»

Marchandises grecques à exporter vers la Roumanie

No. Désignation des marchandises	Valeur en 1.000 USA \$
1. Agrumes	800
2. Olives	2.150
3. Fruits secs (raisins secs, figues séchés, etc)	150 P.A.
4. Produits de poisson	30
5. Cédrate en saumure	P.M.
6. Huile d'olives	P.M.
7. Vins et boissons spiritueuses	10
8. Tabac	200
9. Coton	2.000
10. Fils de coton ...	600
11. Tissus de coton	400
12. Fils de laine	75
13. Ficelle lieuse	50
14. Peaux brutes onivies et caprines	650
15. Extraits tannants et vallonnées	200
16. Eponges de mer	15
17. Huile de térébenthine et colophane	100
18. Minerais de fer	150 P.A.
19. Magnésie calcinée	100
20. Eméri en poudre	30
21. Livres, films, disques de musique, etc	20
22. Tissus en laine et en laine mélangée avec d'autres fibres et bonneterie	1.000
23. Bauxite	P.M.
24. Plantes médicinales	10
25. Caroubes	P.M.
26. Lames à raser	100
27. Produits de l'artisanat	10
28. Machines diverses à usage domestique	300
29. Divers	350

Le Président
de la Délégation hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

gnature en date de ce jour de l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Roumanie, j'ai l'honneur de vous informer que pendant l'année 1966 les autorités helléniques compétentes délivreront des licences d'exportation de peaux brutes ovines et caprines, d'une valeur additionnelle de \$200.000, en plus du contingent respectif de \$650.000, qui est inscrit à la liste «B» annexée à l'Accord précité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation hellénique
S.E. Monsieur
Le Président de la Délégation roumaine

Le Président
de la Délégation Roumaine
Athènes le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,
J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord Commercial à long terme entre la Grèce et la Roumanie, j'ai l'honneur de vous informer que pendant l'année 1966 les autorités helléniques compétentes délivreront des licences d'exportation de peaux brutes ovines et caprines, d'une valeur additionnelle de \$200.000 en plus du contingent respectif de \$650, qui est inscrit à la liste «B» annexée à l'Accord précité.

Veillez agréer, Monsieur le Président l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation Roumaine
C. MANESCU

Monsieur
J. TOUMBAS
Président de la
Délégation hellénique

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΟΣ

Σχετική με τας εμπορικές συναλλαγές μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας.

Ἡ Β. Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, θεωροῦνται ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας ἀνταποκρίνεται εἰς τὰ ἐνδιαφέροντα ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν, καὶ διαπισθεύονται ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας καὶ δημιουργήσονται μίαν σταθερὰν βάση διὰ τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς, συνεφώνησαν νὰ συνάψουν μακροπρόθεσμον συμφωνίαν σχετικῶς μετὰ τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν διὰ μίαν περίοδον πέντε ἐτῶν.

Ἄρθρον 1.

Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἰσχύϊ εἰς ἑκατέραν χώραν διατάξεων αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ διευκολύνουν καὶ ἀναπτύξουν τὴν ἀνταλλαγὴν ἐμπορευμάτων ἧτις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966 μέχρι 31ης Δεκεμβρίου 1970 συμφώνως πρὸς τοὺς ἔρους τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πρώτου ἔτους τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἧτοι ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1966 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1966, ἡ ἀνταλλαγὴ ἐμπορευμάτων μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ λάβῃ χώραν βάσει ποσοστῶσεων τῶν προβλεπομένων ἀντιστοίχως εἰς τοὺς συνημμένους τῇ παρούσῃ Συμφωνία πίνακες «α» καὶ «β». Οἱ πίνακες οὗτοι, οἱ ὁποῖοι ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ χρησιμεύσουν ὡς ἐᾶσις διὰ τὴν κατὰ τὴν ἀνάγκην ἐμπορευμάτων δι' ἑκάστην ἐτησίαν περίοδον κατὰ τὴν διάρκειαν

Οί τελευταίοι ούτοι πίνακες θά καταστρώνονται υπό τών δύο Μερών κατά τήν σύναψιν τών ετησίων πρωτοκόλλων, τών σχετικών μέ τας έμπορικάς συναλλαγάς μεταξυ τής 'Ελλάδος και τής Ρουμανίας. 'Επι τή εύκαιρία ταύτη τά συμβαλλόμενα μέρη θά προσπαθούν νά αυξήσουν τάς ποσοτώσεις τας προβλεπομένας εις τούς συντημένους πίνακας (α) και (β) ως και τόν άριθμόν τών προϊόντων άτινα θά αποστελούν άντικείμενον άνταλλαγών.

'Εάν παρά ταύτα τά Μέρη δέν συνέλθουν δια νά συνάψουν νέους πίνακας, ή ισχύς τών συναφθέντων δια τό προηγούμενον έτος θά παρατείνεται αυτόμάτως δια μίαν νέαν ετησίαν περίοδον και ούτω καθ' έξής.

Άρθρον 3.

Αί άδειαι εισαγωγής και έξαγωγής, εφ' όσον είναι άνγκαιον, θά παρέχονται έντός του πλαισίου τών έν ισχύϊ διατάξεων υπό τών άρμοδίων Άρχών δια τά έμπορεύματα τά καθορισθέντα κατά ποσότητα ή αξίαν, τά άναγεγραμμένα εις τούς πίνακας (α) και (β), συντημένους τή παρούση Συμφωνία.

Αί άρμόδιαι Άρχαι τών δύο χωρών θά έξετάξουν εύμενώς, έντός του πλαισίου τών έν ισχύϊ διατάξεων, τάς αίτήσεις εισαγωγής και έξαγωγής τών έμπορευμάτων δια ποσότητας ύπερ τας προβλεφθείσας εις τούς πίνακας, ή δια προϊόντα τά όποια δέν άναφέρονται εις τούτους. Έννοείται ότι τά εισαγόμενα εις έκαστέραν χώραν έμπορεύματα θά προορίζονται δια τήν έγχωρίαν κατανάλωσιν. Πάντως τά δύο μέρη θά έξετάξουν εύμενώς προτάσεις σχετικώς πρός τήν δυνατότητα επανεξισορροπήσεως ήμισυμένων έμπορευμάτων και πρός τήν χώραν προορισμού αυτών.

Άρθρον 4.

Τά συμβαλλόμενα μέρη θά εφαρμόζουν άμοιβαίως τήν ρήτραν του μάλλον εύνοουμένου κράτους όσον άφορά εις τούς τελωνειακούς δασμούς, τά τέλη και τούς φόρους, καθώς και ως πρός τόν τρόπον εισπράξεως τών τελωνειακών δασμών, τελών και φόρων, όσον άφορά εις τας τελωνειακάς διατάξεις και τας διαφόρους διατυπώσεις τας σχετικάς μέ τήν εισαγωγήν, τήν έξαγωγήν και τόν έκτελωνισμόν τών έμπορευμάτων.

Είς τό καθεστώς ταύτο δέν θά περιλαμβάσονται:

α) Τά προϊόντα τά όποια έν τών συμβαλλόμενων μερών έχει άναγκηρίσει ή θά άναγκηρίσει εις τας όμόρους χώρας μέ σκοπόν τήν διευκόλυνσιν τών μεθοριακών εμπόρων.

β) Τά πλεονεκτήματα τά άπορρέοντα εκ μιās τελωνιακής ένώσεως. ήδη υφισταμένης ή ύπογραφευμένης βραδύτερον ύφ' ένός τών συμβαλλόμενων Μερών.

Άρθρον 5.

Αί πληρωμαί, αί σχετικαί πρός τας έμπορικάς συναλλαγάς τας προβλεπομένας εις τήν παρούσαν συμφωνίαν, θά διενεργώνται συμφώνως πρός τας διατάξεις τής ύπό σημερινήν ήμερομηνίαν Συμφωνίας πληρωμών.

Άρθρον 6.

Τά δύο συμβαλλόμενα μέρη θά έξετάσουν εύνοικώς τας ύπερκειμένας προτάσεις του ένός ή του έτέρου μέρους τας άναφερομένας εις τήν σύναψιν πολυμερών συναλλαγών.

Άρθρον 7.

Τά δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν όπως άποστέλλονται από τής μίας χώρας πρός τήν άλλην πρώται ύλαι, συμφώνως πρός τό καθεστώς προσωρινής εισαγωγής, ίνα μεταποιώνται εις έτοιμα προϊόντα και επανεξάγονται εις τήν προηγουμένην χώραν.

Όλαι αί άφορώσαι τό έργον τής μεταποιήσεως τών πρώτων τούτων ύλών εις έτοιμα προϊόντα δαπάναι θά διακωνονίζονται είτε δια τής άποστολής συμπληρωματικής ποσότητας πρώτων ύλών ή έτέρων έμπορευμάτων τής χώρας έξαγωγής είτε δια του συμπληρωματικού λογαριασμού.

Τά μεταξυ τών ένδιαφερομένων συναπτόμενα συμβόλαια δια μεταποιήσεως θά υπάγονται εις προηγούμενην έγκρισιν τών άρμοδίων Άρχών τών δύο χωρών.

Άρθρον 8.

Αί δύο Κυβερνήσεις θά δημιουργήσουν μικτήν έπιτροπήν άποτελουμένην έξ άντιπροσώπων τών δύο μερών. Η έπιτροπή αύτη θά έχη ως σκοπόν νά συντάσση νέους πίνακας έμπορευμάτων, νά έπιπτύξη τήν έκτέλεσιν τής παρούσης Συμφωνίας και νά υποβάλη εις τας δύο Κυβερνήσεις πάσαν πρότασιν

άποθλέπουσαν εις τήν βελτίωσιν τών μεταξυ τών δύο χωρών έμπορικών σχέσεων.

Η μικτή Έπιτροπή θά συνέρχεται τή αίτήσει του ένός ή του έτέρου μέρους, έναλλάξ έν Αθήναις και έν Βουκουρεστίω. Άρθρον 9.

Η παρούσα Συμφωνία άντικαθιστά τήν Συμφωνίαν περί έμπορικών συναλλαγών μεταξυ του Βασιλείου τής 'Ελλάδος και τής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας τής Ρουμανίας τής 19ης Μαΐου 1954 καθώς και τά σχετικά πρός ταύτην πρωτόκολλα τής 9ης Νοεμβρίου 1956 και τής 8ης Ιουλίου 1959. Άρθρον 10.

Η παρούσα Συμφωνία θά άρχισή ισχύουσα άναδρομικώς από τής 1ης Ιανουαρίου 1966 και θά παραμείνη έν ισχύϊ μέχρι τήν 31ην Δεκεμβρίου 1970.

Μετά τήν ήμερομηνίαν ταύτην θά παρατείνεται σιωπηρώς δια έτήσια χρονικά διαστήματα έκτός εάν ήθελε καταγγείλθι κατόπιν ειδοποιήσεως τριών μηνών πρό τής ήμερομηνίας έκπνοής τής.

Αί διατάξεις τής παρούσης συμβάσεως θά συνεχίσουν εφαρμόζεσθαι έν ταις συναλλαγαίς αίτινες δέν θά έχουσι άκόμη όριστικώς πραγματοποιηθή μέχρι τής ήμέρας έκπνοής τής.

Έγένετο έν Αθήναις τήν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 εις διπλούν εις Γαλλικήν γλώσσαν.

Δια τήν Κυβέρνησιν τής 'Ελλάδος
I. ΤΟΥΜΠΑΣ
Δια τήν Κυβέρνησιν τής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας τής Ρουμανίας
C. MAURER

Π Ι Ν Α Κ Σ Α'.

Έμπορεύματα Ρουμανικά πρός έξαγωγήν εις 'Ελλάδα.

α)α.	Είδη έμπορευμάτων	Αξία εις χιλιάδας § Η.Π.Α. P.M.
1.	Προϊόντα πετρελαίου	
2.	Ξυλεία πριστή και προϊόντα έτοιμα συμπεριλαμβανομένων και φύλλων έξ ύδωρ	2.600
3.	Κιβώτια εκ ξύλου και δουγαί κατεργασμένα	1.000
4.	Έλκυστήρες και άγροτικά μηχαναί	1.000 P.A.
5.	Μηχαναί και προϊόντα τής ήλεκτροτεχνικής βιομηχανίας και τής μεταλλουργικής βιομηχανίας	1.000
6.	Διάφορα μηχανήματα δι' οικιακήν χρήσιν (ραπτομηχαναί, πλυντήρια, μαγειρεία και και φούρνοι άεριοφωτος, θερμαντικά σώματα, μετρηταί ύδατος διαμετρήματος μεγαλύτερου τών 4 ιντσών, σίδερα σιδηρώματος κλπ.)	600
7.	Έργαλεία δια τήν έπεξεργασίαν πετρελαίου	P.M.
8.	Τροχαίον ύλικόν	P.M.
9.	Έξοπλισμός ενεργείας	P.M.
10.	Υφάσματα εκ βάμβακος και εκ συνθετικών ύδωρ	100
11.	Είδη έξ ύάλου	50
12.	Χημικά και φαρμακευτικά προϊόντα	500
13.	Ζώνα ζώα, κρέας και προϊόντα εκ κρέατος	1.000
14.	Φαρμακευτικά φυτά	10
15.	Κολοκυνθόσποροι	10
16.	Σπόροι λυκίσκου	P.M.
17.	Όα	P.M.
18.	Άμυλον	P.M.
19.	Οίνοπνευματώδη ποτά και οίνοι	10
20.	Οίνοπνεύματα	P.M.
21.	Διάφορα είδη χάρτου (χάρτης KRAFT χάρτης τυπογραφείας και γραφής, κλπ.)	500
22.	Πυρίμαχα προϊόντα	P.M.
23.	Καλώδια ήλεκτρικά έξ άλουμινίου, νήματα και άγωγοί ήλεκτρικοί κλπ.	100
24.	Προϊόντα βιοτεχνίας	10
25.	Βιβλία, ταινία, δίσκοι μουσικής κλπ.	20

Π Ι Ν Α Κ Σ Β'.

Έλληνικά έμπορεύματα πρός έξαγωγήν εις Ρουμανίαν.

α)α.	Είδη έμπορευμάτων	Αξία εις χιλιάδας § Η.Π.Α.
1.	Έσπεριδοειδή	800
2.	Έλαια	2.150
3.	Ξηρά φρούτα (σταφίς, σύκα ξηρά κλπ.)	150 P.A.

4. Προϊόντα ιγδύων	30
5. Κίτρα εν ἄλμη	P.M.
6. Ἐλαιόλαδον	P.M.
7. Οἶνοι καὶ ποτὰ οἰνοπνευματώδη	10
8. Καπνὸς	200
9. Βάμβαξ	2.000
10. Ἴναι βάμβακος	600
11. Ὑφάσματα βαμβακερὰ	400
12. Ἴναι ἐξ ἔριου	75
13. Σπάγγος δεσίματος	50
14. Δέρματα ἀκατέργαστα βοῶν καὶ αἰγῶν	650
15. Ἐγκυλίσματα ευροδεψίας καὶ ἐκ θαλάσσιων	200
16. Σπάγγοι θαλάσσης	15
17. Ἐλαιον τερεβυθίνης καὶ κολοφώνιον	100
18. Μεταλλεύματα σιδήρου	150 P.A.
19. Ἀσβεστωμένη μαγνησία	100
20. Σμύρις εἰς κόνιν	30
21. Βιβλία, ταινίαι, δίσκοι μουσικῆς κλπ.	20
22. Ὑφάσματα ἐξ ἔριου καὶ ἐξ ἔριου ἀναμειγμένου μετ' ἄλλας ἴνας καὶ πλεκτὰ	1.000
23. Βωξίτης	P.M.
24. Φαρμακευτικὰ φυτὰ	10
25. Χαρούπια	P.M.
26. Ευριστικά λεπίδες	100
27. Προϊόντα χιστεχνίας	10
28. Διάφοροι μηχαναὶ οἰκιακῆς χρήσεως	300
29. Διάφορα	350
30. Βούτυρον	P.M.
31. Εἶδη τυρῶν	600
32. Ὀρυκτὸν Ἄλας	50
33. Λουτήρες	50
34. Σωλήνες ἐκ χυτοσιδήρου καὶ σωλήνες ἐκ ἡἀλυθὸς διὰ ἐγκαταστάσεις	150 P.A.
35. Σωλήνες ἐξ ἀμιαντοποιημένου	P.M.
36. Ἐνσφαιροὶ τριβεῖς	50 P.A.
37. Ἐλαστικά αὐτοκινήτων καὶ ποδηλάτων συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀεροθαλάμων	150 P.A.
38. Προϊόντα ἐκ πλαστικῶν ὕλων	100
39. Προϊόντα ὑγιεινῆς ἐκ πορσελάνης	20
40. Ὑλικά κατασκευῶν (σκυρόδεμα αὐτόκλειστον, πλάκες κεραμικῆς κλπ.)	15
41. Κυτταρίνη καλάμων	P.M.
42. Μουσικὰ ὄργανα	10
43. Γραμματόσημα διὰ φιλοτελισμὸν	5
44. Διάφορα	390

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν σημερινὴν ὑπογραφὴν τῆς μακροπροθέμου ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι κατὰ τὸ ἔτος 1966 αἱ ἀρμόδιοι ἑλληνικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἐκδώσωσιν ἀδείας ἐξαγωγῆς ἀκατέργαστων δερμάτων βοῶν καὶ αἰγῶν προσδέτου ἀξίας \$ 200.000, ἐπὶ πλεόν τῆς ἀντιστοίχου ποσοστῶσεως τῶν \$ 650.000, ἥτις ἀναγράφεται εἰς τὸν πίνακα Β' τὸν προσηρημένον εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν συμφωνίαν.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος

τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

I. ΤΟΥΜΠΑΣ

A.E.

τὸν Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τὴν λήψιν τῆς ὑμετέρας ὑπὸ

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν σημερινὴν ὑπογραφὴν τῆς μακροπροθέμου ἐμπορικῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι κατὰ τὸ ἔτος 1966 αἱ ἀρμόδιοι ἑλληνικαὶ Ἀρχαὶ θὰ ἐκδώσωσιν ἀδείας ἐξαγωγῆς ἀκατέργαστων δερμάτων βοῶν καὶ αἰγῶν προσδέτου ἀξίας \$ 200.000, ἐπὶ πλεόν τῆς ἀντιστοίχου ποσοστῶσεως τῶν \$ 650.000, ἥτις ἀναγράφεται εἰς τὸν πίνακα Β' τὸν προσηρημένον εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν συμφωνίαν.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ὁ Πρόεδρος

τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας

G. MAURER

A.E.

τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Accord de Paiements

entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie ont convenue que les paiements réciproques entre les deux résultant de l'échange des marchandises mentionnées dans l'accord sur les échanges commerciaux signé en date de ce jour, ainsi que les autres paiements prévus dans le texte du présent Accord, soient effectués, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, dans les conditions suivantes :

Article 1

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront aux paiements résultant de :

a) L'échange de marchandises prévu par l'accord commercial signé en date de ce jour et des frais accessoires provenant de cet échange de marchandises;

b) Soldes provenant des compensations périodiques entre les administrations de chemins de fer, postes, télégraphe, téléphone, radio et les sociétés de transport aérien des deux pays;

c) Frêts maritimes dûs au navires battant pavillon grec ou roumain pour le transport des marchandises entre le Royaume de Grèce et la République de Roumanie, ainsi que frêts maritimes dûs à ces mêmes navires pour le transport des marchandises en provenance des ports de la Mer Méditerranée, des ports de la Mer Noire et de la Mer Rouge vers les ports grecs ou roumains et vice-versa;

d) Frais de réception, d'assurance, d'expédition, de transbordement et les frais afférents aux formalités des ports des deux pays;

e) Droits de port, droits de quai, de passage et frais d'approvisionnement des navires roumains dans les ports grecs et des navires grecs dans les ports roumains;

f) Honoraires, salaires, droits d'auteur et de brevets, loyers de films;

g) Abonnements aux journaux et revues;

h) Frais d'entretien des missions diplomatiques consulaires et commerciales, ainsi que frais de voyage et d'études;

i) Frais de transformation de matières premières;

j) Tous les autres paiements à convenir entre les autorités competentes des deux pays.

Article 2

Les paiements prévus à l'article précédent seront effectués dans la République de Roumanie par l'intermédiaire de la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie en Grèce par l'intermédiaire de la Banque de Grèce.

Dans ce but les deux Banques procéderont à l'ouverture de comptes réciproques en dollars U.S.A.

Ces comptes ne seront pas productifs d'intérêts et

Les actifs des comptes susmentionnés ne pourront faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs. Il est de même stipulé que toute somme encaissée soit par l'une ou l'autre de ces deux banques, soit par une autre banque intermédiaire en Grèce ou en Roumanie, et destinée à créditer ces comptes ne pourra faire l'objet d'aucune saisie dans les pays respectifs.

Article 3

Les deux banques se transmettront réciproquement les avis concernant chaque versement, ces avis étant considérés comme des ordres de paiement.

Toutefois, si les disponibilités de l'un des deux comptes prévues à l'article 2 ne sont pas suffisantes pour permettre l'exécution des ordres de paiement de la banque titulaire respective, l'autre banque exécutera ces ordres de paiement par le débit du compte respectif jusqu'à concurrence de la somme de dollars USA 1.000.000 (un million). La somme ainsi fixée aura le caractère d'un revolving-crédit et elle sera valable pour toute la durée d'application du présent Accord.

Article 4

Après accord préalable entre les autorités compétentes des pays intéressés sur chaque cas concret, des transferts pourront être effectués des comptes prévus à l'article 2 du présent Accord dans le compte d'un pays tiers avec lequel la Grèce et la Roumanie sont liées par un Accord de paiements.

Article 5

Afin de réaliser une parfaite égalité de traitement pour les deux parties, il est précisé que, pour autant que les paiements ci-dessus mentionnés seront effectués par l'ouverture de crédits documentaires, la couverture de ces crédits sera enregistrée dans les comptes de clearing prévus à l'article 2 au moment de l'ouverture du crédit respectif.

Article 6

Les engagements réciproques exprimés dans une autre monnaie que le dollar U.S.A. seront convertis en dollars U.S.A. sur la base des parités officielles des monnaies en question par rapport au dollar U.S.A. en vigueur le jour du versement par le débiteur à la banque de son pays.

Article 7

Si la parité or du dollars U.S.A. (actuellement 35 dollars U.S.A. pour une once d'or fin) venait à être modifiée, le solde débiteur ou créditeur des comptes mentionnés à l'article 2 sera ajusté par les deux Banques le jour de la modification de la parité et en proportion de cette modification.

Cette modification sera appliquée également aux sommes en dollars U.S.A. payées par l'intermédiaire des comptes mentionnés à l'article 2 en couverture des crédits documentaires ouverts de part et d'autre avant le changement de la parité or du dollar U.S.A. et qui seraient ristournées aux dits comptes après le changement.

Article 8

La Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce prendront contact en vue d'établir les modalités techniques pour la mise en oeuvre du présent Accord.

Article 9

La Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie et la Banque de Grèce procéderont à l'établissement du solde des comptes prévus à l'article 2 ci-dessus, dans un délai de deux mois à partir de la date d'expiration du présent Accord, étant entendu que les dispositions du présent Accord, continueront à être appliquées pendant ce délai pour la liquidation des contrats conclus pendant la validité de l'accord

Le solde ainsi établi devra être liquidé par le pays débiteur dans un second délai de six mois par des livraisons de marchandises prévues aux listes «A» et «B» de l'accord commercial ou toutes autres marchandises sur lesquelles les deux parties se mettront d'accord.

Le solde non encore liquidé à l'expiration d'un délai de huit mois à partir de la date de l'expiration de l'accord devra être liquidé par le pays débiteur en devises libres.

Article 10

Les stipulations des articles 1, 2, 5, 6, 7 et 9 seront appliquées même après l'expiration du présent Accord jusqu'au règlement intégral du solde des comptes prévus à l'article 2.

Article 11

Le présent Accord remplace l'Accord de paiements entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie du 19 mai 1954, ainsi que les protocoles y relatifs du 9 novembre 1956.

Article 12

Le présent Accord entrera en vigueur en même temps que l'Accord sur les échanges commerciaux signé en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en deux exemplaires en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

J. TOUMBAS

C. MANESCU

Le Président
de la Délégation roumaine

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«J'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour, de l'Accord de Paiements entre la Grèce et la Roumanie, les deux Délégations sont tombées d'accord que le produit net de recettes, ainsi que les rémunérations et honoraires provenant des activités culturelles, artistiques et sportives, soient réglés par le truchement du compte clearing prévu par l'Accord précité.

Bien entendu, les parties intéressées pourront procéder sur la base des contrats concrets à une autre manière des paiements sur la matière ci-dessus, conforme à la législation du Pays effectuant le transfert y relatif.

La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre».

En réponse, J'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

President
de la Délégation roumaine
C. MANESCU

Monsieur
J. TOUMBAS
Président de la
Délégation hellénique

Le Président
de la Délégation hellénique

Athènes le 2 Septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord de Paiement entre la Grèce et la Roumanie, les deux Délégations sont

tombées d'accord que le produit net de recettes, ainsi que les rémunérations et honoraires provenant des activités culturelles, artistiques et sportives, soit réglés par le truchement du compte clearing prévu par l'Accord précité.

Bien entendu, les parties intéressées pourront procéder sur la base des contrats concrets à une autre manière des paiements sur la matière ci-dessus, con forme à la législation du Pays effectuant le transfert y relatif.

La présente lettre fait partie intégrante de l'accord de Paiement signé en date de ce jour.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Président
de la Délégation hellénique

S.E. Monsieur
Le Président de la
Délégation roumaine

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΑΡΗΡΩΜΩΝ

Μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρ νησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας συνε φώνησαν ὅπως αἱ ἀμοιβαῖαι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν πληρωμαῖ αἱ προκύπτουσαι ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἄτινα ἀναφέρονται εἰς τὴν ὑπὸ σημερινῆν ἡμερομηνίαν Συμφωνίαν περὶ ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας διενερ γῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους:

*Ἄρθρον 1.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν πληρωμῶν αἵτινες προκύπτουν:

α) Ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς ὑπὸ σημερινῆν ἡμερομηνίαν ἐμπορικῆς συμβάσεως καὶ τῶν παρεπομένων δαπανῶν τῶν προσερχομένων ἐκ τῆς τῆς αὐτῆς ἀνταλλαγῆς.

β) Ἐκ τῶν ὑπολοίπων τῶν προσερχομένων ἐκ τῶν περιοδικῶν συμφηφισμῶν μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων σιδηροδρόμων, ταχυδρομείων, τηλεγράφων, τηλεφῶνων, ραδιοτηλεγράφων καὶ τῶν ἐταιρειῶν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν τῶν δύο χωρῶν.

γ) Ἐκ τῶν ναύλων τῶν ὀφειλομένων εἰς πλοῖα ὑπὸ Ἑλλη νικὴν ἢ ρουμανικὴν σημαίαν διὰ μεταφορᾶν ἐμπορευμάτων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὡς καὶ ναύλων ὀφειλομένων εἰς τὰ αὐτὰ πλοῖα διὰ μεταφορᾶν ἐμπορευμάτων προσερχομένων ἐκ λιμένων τῆς Μεσογείου θαλάσσης, ἐκ λιμένων τῆς Μαύρης Θαλάσσης καὶ τῆς Ἐρυθρᾶς Θαλάσσης πρὸς λιμένας Ἑλληνικοὺς ἢ ρουμανικοὺς λιμένας.

δ) Ἐξ ἐξόδων παραλαβῆς, ἀσφαλίσεως, ἀποστολῆς, μεταφορῶσεως καὶ ἐξόδων ἀφορώντων τὰς λιμενικὰς διατυπώσεις τῶν δύο χωρῶν.

ε) Ἐκ λιμενικῶν τελῶν, τελῶν προσεγγίσεως, διελεύσεως καὶ ἐξόδων ἀνεφοδισμοῦ τῶν ρουμανικῶν πλοίων εἰς τοὺς Ἑλληνικοὺς λιμένας καὶ τῶν Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς τοὺς ρουμανικοὺς λιμένας.

στ) Ἐξ ἀμοιβῶν, μισθῶν, συγγραμμικῶν δικαιοκματων, διπλωμάτων εὐρεσιτεχνίας, ἐξ ἐνοικιάσεως κινηματογραφικῶν ταινιῶν.

ζ) Ἐκ συνδρομῶν εἰς ἐφημερίδας καὶ περιοδικὰ.

η) Ἐξ ἐξόδων διατηρήσεως διπλωματικῶν, προξενικῶν, καὶ ἐμπορικῶν ἀποστολῶν καθὼς καὶ ἐξ ἐξόδων ταξιδιῶν καὶ σπουδῶν.

θ) Ἐξ ἐξόδων μεταποιήσεως πρώτων ὑλών.

ι) Ἐκ πάσης ἄλλης πληρωμῆς ὡς πρὸς τὴν ὁποίαν θέ λουσι συμφωνήσῃ αἱ ἀρμόδιαι Ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν.

*Ἄρθρον 2.

Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπόμεναι πληρωμαὶ θὰ διενεργῶνται, ἐν τῇ Σοσιαλιστικῇ Δημοκρατίᾳ τῆς Ρουμα νίας μέσῳ τῆς Ἑθνικῆς Τραπεζῆς τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημο κρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἐν Ἑλλάδι μέσῳ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ δύο Τράπεζαι θὰ προδοῦν εἰς τὸ ἄνοιγμα ἀμοιβαίων λογαριασμῶν εἰς δολλάρια Η.Π.Α.

Οἱ λογαριασμοὶ οὗτοι θὰ εἶναι ἄτοκοι καὶ δὲν θὰ ἐπιβα ρύνωνται διὰ δαπανῶν.

Τὸ ἐνεργητικὸν τῶν προαναφερθέντων λογαριασμῶν εἰς οὐδε μίαν κατάσχεσιν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς ἐκατέρωθεν χώρας.

Προεὶ καθορίζεται ὅτι πᾶν ποσὸν κατατεθειμένον εἰς ὑπὸ τῆς μιάς, εἴτε ὑπὸ τῆς ἄλλης τῶν δύο Τραπεζῶν, εἴτε ὑπὸ ἄλλης ἐνδιαμέσου Τραπεζῆς ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ρουμανίᾳ καὶ προοριζόμενον δι' ἐξόφλησιν αὐτῶν τῶν λογαριασμῶν εἰς οὐδεμίαν κατάσχεσιν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς ἐκατέρωθεν χώρας.

*Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Τράπεζαι θὰ διαβιβάζουσι ἀμοιβαίως πρὸς ἀλλήλας εἰδοποιήσεις περὶ ἐκάστης καταθέσεως, τῶν εἰδοποιήσεων τούτων θεωρουμένων ὡς ἐντολῶν πληρωμῆς.

Οὐχ' ἦττον ἐν ἡ περιπτώσει τὰ διαθέσιμα ἐνδὲς ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμῶν δὲν ἐπαρκοῦν ὅπως ἐπιτρέψουσι τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐντολῶν πληρωμῶν τῆς διδούσης τὴν ἐντολὴν Τραπεζῆς, ἢ ἑτέρα Τράπεζα θέλει ἐκτελεῖ τὰς ἐντολὰς ταύτας πληρωμῶν εἰς χρέωσιν τοῦ ἀντιστοίχου λογαριασμοῦ μέχρι τοῦ ποσοῦ 1.000.000 (ἐνδὲς ἑκατομμυρίου) δολλαρίων Η.Π.Α. Τὸ οὕτω καθοριζόμενον ποσὸν θὰ ἔχη τὸν χαρακτήρα πιστωτικοῦ περιθωρίου καὶ θὰ ἰσχύη καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

*Ἄρθρον 4.

Κατόπιν προηγούμενης Συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρμοδιῶν Ἀρχῶν τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν ἐπὶ ἐκάστης συγκεκρι μένης περιπτώσεως, θὰ δύνανται νὰ πραγματοποιιοῦνται με ταφοραὶ ἀπὸ τοὺς λογαριασμοὺς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὸν λογαριασμὸν τρίτης χώρας μετὰ τῆς ὁποίας ἢ Ἑλλάς καὶ ἢ Ρουμανία εἶναι συνδεσμεναι διὰ Συμφωνίας πληρωμῶν.

*Ἄρθρον 5.

Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀπολύτου ἰσότητος μεταχειρίσεως με ταξὺ διὰ τὰ δύο Μέρη διασαφηνίζεται ὅτι καθ' ὃ μέτρον αἱ ἀνωτέρω ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ θὰ διενεργῶνται διὰ τοῦ ἀνοίγματος ἐνεργείων πιστώσεων. Τὸ κάλυμμα τῶν πι στώσεων τούτων θὰ καταχωρίζεται εἰς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμοὺς κατὰ τὸ ἄνοιγμα τῆς ἀντι στοίχου πιστώσεως.

*Ἄρθρον 6.

Αἱ ἀμοιβαῖαι ὑποχρεώσεις αἱ ἐκφραζόμεναι εἰς ἕτερον ἢ τὸ δολλάριον Η.Π.Α. νόμισμα θὰ μετατρέπονται εἰς δολ λάρια Η.Π.Α. βάσει τῶν ἐπισήμων ἰσοτιμιῶν τῶν ἐν λόγῳ νομισμάτων ἐν σχέσει πρὸς τὸ δολλάριον Η.Π.Α. αἵτινες ἰ σχύουν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταβολῆς ὑπὸ τοῦ ὀ φειλέτου εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Χώρας αὐτοῦ.

*Ἄρθρον 7.

Ἐὰν ἢ εἰς χρυσὸν ἰσοτιμία τοῦ δολλαρίου Η.Π.Α. (τὸ γε νῦν ἔχον 35 δολλάρια Η.Π.Α. πρὸς μίαν οὐγγίαν καθαροῦ χρυσοῦ) ἢ θέλῃν ὑποστῆ τροποποίησιν, τὸ χρεωστικὸν ἢ πι στωτικὸν ὑπόλοιπον τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λο γαριασμῶν θὰ ἀναπροσαρμοσθῇ ὑπὸ τῶν δύο Τραπεζῶν κα τὰ τὴν ἡμέραν τῆς τροποποιήσεως τῆς ἰσοτιμίας κατ' ἀνα λογίαν τῆς τροποποιήσεως ταύτης.

Ἡ τροποποίησις αὕτη θὰ ἔχη ὡσαύτως ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ποσῶν ἐκείνων εἰς δολλάρια Η.Π.Α. ἄτινα θὰ ἔχουν καταβληθῇ, μέσῳ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 2 λο γαριασμῶν, εἰς κάλυψιν τῶν ἐκατέρωθεν ἀνοίγεισῶν ἐνεγ γείων πιστώσεων, πρὸ τῆς μεταβολῆς τῆς πρὸς τὸν χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ δολλαρίου Η.Π.Α. καὶ τὰ ὅποια θὰ ἐπιστρέφοντο εἰς τοὺς ρηθέντας λογαριασμοὺς μετὰ τὴν μεταβολὴν ταύ την.

"Άρθρον 8.

Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ ἔλθουν εἰς ἐπαφὴν διὰ τὸ καθορίσασιν τὰς τεχνικὰς λεπτομερείας διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Άρθρον 9.

Ἡ Ἑθνικὴ Τράπεζα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θέλουν προβῆναι εἰς τὴν διαπίστωσιν τοῦ ὑπολοίπου τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον 2 λογαριασμῶν ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, νοουμένου ὅτι αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐξακολουθήσουν ἐφαρμοζόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προθεσμίας ταύτης διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας καὶ δυνάμει αὐτῆς συναφθέντων συμβολαίων.

Τὸ οὕτω καθοριζόμενον ὑπόλοιπον δέον νὰ ἐκκαθαρισθῆ ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος χώρας ἐντὸς δευτέρας προθεσμίας ἑξ μηνῶν διὰ τῆς παραδόσεως ἐμπορευμάτων προβλεπομένων εἰς τοὺς πίνακας «α» καὶ «β» τῆς ἐμπορικῆς Συμφωνίας ἢ οἰωνδήποτε ἄλλων ἐμπορευμάτων κατόπιν προηγουμένης Συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο μερῶν.

Τὸ μὴ εἰσέτι ἐκκαθαρισθὲν ὑπόλοιπον κατὰ τὴν λήξιν τῆς προθεσμίας τῶν ἑκτῶ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς τῆς Συμφωνίας δέον νὰ ἐκκαθαρισθῆ ὑπὸ τῆς ὀφειλέτιδος χώρας εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

"Άρθρον 10.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1, 2, 5, 6, 7 καὶ 9 θὰ ἐφαρμοζονται καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας μέχρι πλήρους διακανονισμοῦ τοῦ υπολοίπου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 2 λογαριασμοῦ.

"Άρθρον 11.

Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὴν Συμφωνίαν πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τῆς 19ης Μαΐου 1954, καθὼς καὶ τὸ σχετικὸν πρὸς αὐτὴν πρωτόκολλον τῆς 9ης Νοεμβρίου 1956.

"Άρθρον 12.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ συγχρόνως μετὰ τὴν Συμφωνίαν περὶ ἐμπορικῶν συναλλαγῶν ἧτις ὑπεγράφη σήμερον καὶ θὰ ἔχη τὴν ἰδίαν πρὸς αὐτὴν διάρκειαν ἰσχύος.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Β. Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλλάδος

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σο-
σιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς
Ρουμανίας

I. ΤΟΥΜΠΙΑΣ

C. MAURER

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῆ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λήξιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἐχούσης ὡς κατωτέρω:

α) Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν τὰ κάτωθι:

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι εὐρέθησαν σύμφωνοι ὅπως τὸ καθαρὸν προϊόν τῶν εἰσπράξεων, καθὼς καὶ αἱ ἀντιμισθίαι καὶ αἱ ἀμοιβαὶ αἱ προερχόμεναι ἐκ μορφωτικῶν, καλλιτεχνικῶν καὶ ἀθλητικῶν ἐκδηλώσεων θὰ διακανονίζονται μέσῳ τοῦ εἰς κλήρικα συμψηφιστικοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῇ προαναφερθείσῃ Συμφωνίᾳ.

Ἐξυπακούεται ὅτι τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ δύνανται νὰ προέλθουν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συγκεκριμένων συμβολαίων εἰς ἕτερον τρόπον πληρωμῆς ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω περιπτώσεων συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ διενεργούντος τὴν σχετικὴν μεταφορὰν κράτους.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ μέρος ἀναπόσπαστον τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω τὰ προαναφερόμενα.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κ. Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Α.Ε. τὸν

Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Ἵ Ο Πρόεδρος

τῆς Ρουμανικῆς Ἀντιπροσωπείας

C. MAURER

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Ἀθήναις τῆ 2 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν τὰ κάτωθι:

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαπραγματεύσεων αἰτίνες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ρουμανίας, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι εὐρέθησαν σύμφωνοι ὅπως τὸ καθαρὸν προϊόν τῶν εἰσπράξεων, καθὼς καὶ αἱ ἀντιμισθίαι καὶ αἱ ἀμοιβαὶ αἱ προερχόμεναι ἐκ μορφωτικῶν, καλλιτεχνικῶν καὶ ἀθλητικῶν ἐκδηλώσεων θὰ διακανονίζονται μέσῳ τοῦ εἰς κλήρικα συμψηφιστικοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῇ προαναφερθείσῃ Συμφωνίᾳ.

Ἐξυπακούεται ὅτι τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ δύνανται νὰ προέλθουν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συγκεκριμένων συμβολαίων εἰς ἕτερον τρόπον πληρωμῆς ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω περιπτώσεων συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ διενεργούντος τὴν σχετικὴν μεταφορὰν κράτους.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ μέρος ἀναπόσπαστον τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Δεχθῆτε παρακαλῶ κύριε Πρόεδρε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεως.

Ἵ Ο Πρόεδρος

τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

ΙΩΑΝΝΗΣ ΤΟΥΜΠΙΑΣ

Α.Ε. τὸν

Πρόεδρον τῆς Ρουμανικῆς

Ἀντιπροσωπείας

Accord de Navigation

Entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, désireux de renforcer la collaboration réciproque et de promouvoir le développement des relations économiques entre les deux Pays ont décidé de conclure un Accord de Navigation, basé sur les principes de l'égalité et de l'avantage réciproque et, dans ce but, sont convenus de ce qui suit;

Article 1

Aux navires de commerce d'une Partie contractante ainsi qu'aux cargaisons de ces navires sera accordé à l'arrivée, au départ et pendant l'escale dans les lieux d'ancrage de l'autre Partie contractante, le régime de la nation la plus favorisée, concernant les droits et les taxes portuaires de toute nature.

Les dispositions du précédent alinéa ne justifient aucune des Parties contractantes d'exécuter des prestations portuaires, y compris les services de pilotage et de remorquage dans les ports et les eaux de l'autre partie contractante ni les opérations de cabotage, renflouage, sauvetage et assistance maritime.

Dans le sens du terme cabotage est inclu tout transport de marchandises, qui, même voyageant accompagnées d'un connaissance direct et indépendamment de leur provenance ou de leur destination, sont transbordées immédiatement ou non, dans les ports de l'une des Parties Contractantes, pour être transportées dans un autre port de la même Partie Contractante. Les mêmes dispositions s'appliquent en matière de transport de passagers même munis de billets directs; le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas lorsque des lois spéciales relatives à la Marine Marchande nationale accorderont des facilités de toute espèce en vue de favoriser et encourager l'industrie de construction de navires.

Article 2

Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux intérieures, à l'exception du Danube, où la navigation est libre pour tous les navires commerciaux dans les conditions établies par les réglementations en vigueur.

Article 3

Si le navire d'une Partie Contractante subit une catastrophe ou un naufrage près de la côte de l'autre Partie Contractante, le navire et le chargement bénéficieront des privilèges et facilités que cette Partie Contractante accorde, dans des situations similaires, aux navires propres.

Au commandant, à l'équipage et aux passagers, ainsi qu'au navire et à sa cargaison seront accordées à tout moment l'aide et l'assistance nécessaires dans la même mesure qu'aux propres navires trouvés dans une situation similaires.

Les bien sauvés d'un navire se trouvant en péril ou naufrage ne seront pas soumis à aucune espèce de taxes douanières sauf dans le cas où ils sont destinés à la consommation intérieure de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont été débarqués.

Pour l'entrepôtage de la cargaison dans des espaces spécialement aménagés dans les ports seront perçues des taxes d'entrepôtage, appliquées dans des cas similaires aux navires de la nation la plus favorisée.

Les autorités compétentes d'une Partie Contractante auprès de la côte de laquelle un navire appartenant à l'autre Partie Contractante a subi une catastrophe ou un naufrage, informeront immédiatement le Consul de cette Partie Contractante.

Article 4

La nationalité des navires d'une Partie Contractante est reconnue par l'autre Partie Contractante sur la base de documents se trouvant à bord du navire, délivrés par les autorités compétentes conformément aux lois et aux dispositions de la Partie Contractante sous le pavillon de laquelle navigue le navire.

Les documents du navire, ainsi que les documents concernant l'équipage, délivrés en conformité avec les lois et les dispositions de la Partie Contractante sous le pavillon de laquelle navigue le navire, seront reconnus par les autorités de l'autre Partie Contractante.

Les certificats de jaugeage émis par l'une des Parties seront reconnus par l'autre Partie et les navires ne seront plus soumis à un nouveau mesurage du jaugeage dans les ports de l'autre Partie, si les susdits certificats sont émis conformément aux règles anglaises (système de Moorson). En ce qui concerne la navigation sur le Danube, dans le secteur du Bas Danube seront appliquées les réglementations en vigueur.

Article 5

Les membres de l'équipage d'un navire appartenant à une Partie Contractante pourront transiter individuellement ou en groupe le territoire de l'autre Partie Contractante, pour s'embarquer sur leur navire national ou pour retourner dans le pays dont ils sont les

ressortissants. Dans ce but ils auront sur eux les carnets de navigateurs avec le visa nécessaire, délivrés par les autorités compétentes de la Partie dont le territoire est transité.

Article 6

Seront exempts de taxes sur le jaugeage dans les ports de chacun des deux Pays :

1. Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, repartiront sur lest;

2. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement ou forcés, partiront sans avoir fait aucune opération de commerce;

3. Les navires qui ne font pas des opérations de commerce, mais qui font escale dans les ports pour approvisionnement en eau, combustible, provisions, transmission de la poste et autres nécessités ainsi que dans le but d'obtenir assistance médicale pour un membre de l'équipage ou un passager, pour maximum 24 heures.

Ne seront pas considérés, en cas d'entrée forcée dans le port, comme opérations de commerce, le déchargement et le chargement des marchandises sans entrepôtage - sur le navire, le transbordement sur un autre navire en cas de non-navigabilité du premier navire, les frais nécessaires pour l'approvisionnement de l'équipage, de même que la vente de marchandises quand l'administration douanière en a donné l'autorisation.

Il va de soi que les stipulations de cet Article ne se réfèrent pas aux droits sanitaires, de pilotage et de sauvetage, qui seront perçus dans tous les cas prévus par les lois du pays pour les navires de la nation la plus favorisée.

Article 7

Les navires de chacune des Parties Contractantes entrant dans les ports de l'autre Partie pour décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger pourront - en se conformant aux lois et règlements de l'Etat - conserver à leur bord une partie de la cargaison qui est destinée à un autre port soit du même Etat soit d'un autre Etat et la transporter sans paiement d'autres droits en dehors de ceux qui sont imposés en pareil cas aux navires de la nation la plus favorisés.

De même, les navires de chacune des Parties Contractantes pourront passer d'un port à un autre de la même Partie pour compléter leur cargaison destinée à l'étranger sans paiement d'autres droits en dehors de ceux imposés en pareil cas aux navires de la nation la plus favorisée.

Article 8

Les revenus réalisés par l'exploitation dans le trafic international par les navires du commerce immatriculés à l'une des Parties Contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie Contractante, de paiement des droits, des taxes et des impôts, de toute nature que ce soit.

L'exemption ci-dessus mentionnée sera appliquée dans les deux pays aux impôts dûs pour les années fiscales commençant à partir du 1er janvier 1958.

Les dispositions du présent Article remplacent les prévisions se référant à la navigation maritime contenues par les Articles I et III de l'Accord entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie, concernant l'exonération fiscale des revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne, conclu à Athènes le 20 juillet 1963.

Article 9

Les autorités locales et les tribunaux de chacune des Parties Contractantes ne pourront pas, de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, se saisir des différends, qui surgiraient pendant le voyage ou dans le port entre la direction du navire, le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage inscrit sur

le rôle d'équipage du navire et qui auraient trait aux effets personnels de l'équipage, aux salaires et, en général, au travail à bord des navires battant le pavillon de l'autre Partie Contractante.

Article 10

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu par le présent Accord ne s'applique pas aux avantages et privilèges qui découlent;

a) d'une union douanière de quelque nature que ce soit déjà conclue ou qui sera conclue à l'avenir par l'une des Parties Contractantes, et

b) d'un régime conventionnel spécial que l'une des Parties Contractantes a déjà accordé ou accordera à un Etat voisin.

Article 11

Les Parties Contractantes s'abstiendront de toute action de discrimination de pavillon dans le cadre des transports maritimes internationaux ainsi que de toute action tendant à limiter la libre participation des navires de l'autre Partie Contractante aux dits transports maritimes internationaux.

Article 12

Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux navires de guerre des Parties Contractantes.

Article 13

Le présent Accord sera soumis à l'approbation conformément aux dispositions des lois de chacun des deux Etats. Les Parties Contractantes se communiqueront par voie diplomatique l'approbation de l'Accord, qui entrera en vigueur à partir de la date de la dernière communication de l'approbation.

L'Accord est conclu pour une durée de trois ans à partir de son entrée en vigueur et il sera prorogé automatiquement pour des périodes d'une année, sauf dans le cas où l'une des Parties Contractantes communiquera, au moins six mois avant l'expiration de la validité de l'Accord, sa décision de renoncer à la prolongation de celui-ci.

Le présent Accord remplace les stipulations, se référant à la navigation, contenues dans la Convention de Commerce et de Navigation du 11 août 1931.

Fait à Athènes, le 2 septembre 1966, en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce : Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

I. TOUMBAS

C. MANESCU

Le Président de la Délégation Hellénique

Athènes, le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord sur la Navigation, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la clause de la nation la plus favorisée, figurant dans l'Article 1er de l'Accord, signé en date de ce jour, ne s'applique pas au transport des émigrants hellènes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président
de la Délégation Hellénique
I. TOUMBAS

Son Excellence

Monsieur le Président

de la Délégation de la

République Socialiste Roumaine

En ville

Le Président de la Délégation

Roumaine

Athènes, le 2 septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue :

«Me référant aux négociations qui ont abouti à la signature en date de ce jour de l'Accord sur la Navigation, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la clause de la nation la plus favorisée figurant dans l'Article 1er de l'Accord signé en date de ce jour, ne s'applique pas au transport des émigrants hellènes».

En réponse j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Président de la Délégation
Roumaine
C. MANESCU

Son Excellence

Monsieur le Président

de la Délégation Hellénique

En Ville

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΕΠΙ ΤΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τῶν ὅπως ἐνισχύσουν τὴν ἀμοιβαίαν συνεργασίαν καὶ προωθήσουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἀπεφάσισαν ὅπως συνάψουν Συμφωνίαν Ναυτιλίας, βασιζομένην ἐπὶ τῆς ἀρχῆς τῆς ἰσότητος καὶ τῆς ἀμοιβαίας ὠφελείας καὶ ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ συμφώνησαν τὰ ἑξῆς :

*Ἀρθρον 1.

Εἰς τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα ἑκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὡς καὶ εἰς τὰ φορτία αὐτῶν θὰ παρέχεται κατὰ τὸν κατάπλου των, τὸν ἀπόπλου των καὶ τὴν παραμονὴν των εἰς τὰ ἀγκυροβόλια τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἡ μεταχείρισις τοῦ μᾶλλον ἐννοουμένου Κράτους ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαίωματα καὶ τέλη λιμένας πάσης φύσεως.

Αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν δίδουν τὸ δικαίωμα εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὅπως ἐκτελοῦν ἐργασίας λιμένας συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐργασιῶν πλοηγῆσεως, ρημουλικῆσεως ἐντὸς τῶν λιμένων καὶ τῶν χωρικῶν ὑδάτων τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οὐδὲ τῆς ἀκτοπλοίας, ἀνεγκύσεως ναυαγίων, ναυαγιαίρεσεως, καὶ ναυτικῆς βοηθείας.

Εἰς τὴν ἔννοιαν τοῦ ὅρου, ἀκτοπλοία περιλαμβάνεται πᾶσα μεταφορὰ ἐμπορευμάτων τὰ ὅποια ἔστω καὶ ταξιδεύοντα τῇ συνοδείᾳ ἀμέσου φορτωτικῆς, καὶ ἀνεξαρτήτως τῆς προελεύσεως ἢ τοῦ προορισμοῦ των, μεταφορτώνονται ἀμέσως ἢ ὄχι ἐντὸς τῶν λιμένων ἐνδὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἵνα μεταφερθοῦν εἰς ἕτερον λιμένα τοῦ αὐτοῦ συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ αὐταὶ δαιτάξεις ἐφαρμόζονται καὶ προκειμένου περὶ μεταφορᾶς ἐπιβατῶν ἔστω καὶ ἐφοδιασμένων δι' εἰσιτηρίων συνεχείας. Ἡ μεταχείρισις τοῦ μᾶλλον ἐννοουμένου Κράτους δὲν θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν δι' ἐδικῶν νόμων διὰ τὴν ἐθνικὴν ἐμπορικὴν ναυτιλίαν παραχωρηθοῦν διευκολύνσεις πάσης φύσεως ἐπὶ τῷ σκοπῷ εὐνοϊκῆς μεταχείρισεως καὶ ἐνθαρρύνσεως τῆς ναυπηγικῆς βιομηχανίας.

*Ἀρθρον 2.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ναυσιπλοίαν, ἐξαιρουμένου τοῦ Δουνάβεως ὅπου ἡ ναυσιπλοία εἶναι ἐλευθέρη διὰ ἅπαντα τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα, ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς τιθεμένους ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ κανονισμῶν.

*Ἀρθρον 3.

Ἐὰν πλοῖον τοῦ ἐνδὸς Συμβαλλομένου Μερῶν καταστραφῇ ἢ ναυαγήσῃ πλησίον τῶν ἀκτῶν τοῦ ἐτέρου τῶν Συμβαλλομένων, τὸ πλοῖον τοῦτο ὁμοῦ μετὰ τοῦ φορτίου του θὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν προνομίων καὶ εὐκολιῶν, ὡς τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος παρέχει εἰς παρομοίας περιπτώσεις εἰς τὰ ἴδια αὐτοῦ πλοῖα.

Εἰς τὸν πλοίαρχον, τὸ πλήρωμα καὶ τοὺς ἐπιβάτας, ὡς ἐπίσης εἰς τὸ πλοῖον καὶ τὸ φορτίον του θὰ παρέχεται ἀνά

πᾶσαν στιγμὴν ἢ ἀπαιτούμενη βοήθεια καὶ συνδρομὴ κατὰ τὸ αὐτὸ μέτρον καθ' ὃ καὶ εἰς τὰ ἴδια πλοῖα τὰ εὐρισκόμενα εἰς παρομοίαν κατάστασιν.

Τὰ διασωζόμενα ἀγαθὰ κινδυνεύοντος ἢ ναυαγήσαντος πλοίου εἰς οὐδενὸς εἴδους τελωνειακὸν δασμὸν θὰ ὑπόκεινται, ἐκτός ἐάν προορίζωνται διὰ ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξεφορτώθησαν.

Διὰ τὴν ἐναποθήκευσιν τοῦ φορτίου εἰς εἰδικῶς διερρυθμισμένους χώρους τῶν λιμένων, θὰ εἰσπράττωνται τὰ τέλη ἀποθήκευσεως τὰ ἐφαρμοζόμενα εἰς παρομοίας περιπτώσεις διὰ τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τῶν ἀκτῶν τοῦ ὁποίου ἐναγάρησε ἢ ὑπέστη καταστροφὴν πλοῖον ἀνήκον εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον θὰ εἰδοποιούν ἀμέσως τὰς Προξενικὰς Ἀρχὰς τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἐθνικότης τῶν πλοίων ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀναγνωρίζεται παρὰ τοῦ ἑτέρου ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου εὐρισκόμενων ἐγγράφων τῶν ἐκδιδομένων παρὰ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, οὗτινος τὴν σημαίαν φέρει τὸ πλοῖον.

Τὰ ἐγγράφα τοῦ πλοίου, ὡς καὶ τὰ ἐγγράφα τὰ ἀφορῶντα τὸ πλήρωμα, τὰ ἐκδιδόμενα συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους οὗτινος τὴν σημαίαν φέρει τὸ πλοῖον, θὰ ἀναγνωρίζωνται ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ πιστοποιητικὰ καταμετρήσεως χωρητικότητος τὰ ἐκδιδόμενα ὑπὸ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων θὰ ἀναγνωρίζωνται παρὰ τοῦ ἑτέρου, καὶ τὰ πλοῖα δὲν θὰ ὑπόκεινται πλέον εἰς νέαν καταμέτρησιν τῆς χωρητικότητος εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐάν τὰ πιστοποιητικὰ ταῦτα ἐκδίδωνται συμφώνως πρὸς τοὺς Ἀγγλικούς Κανόνας (σύστημα MOORSON). Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ναυσιπλοΐαν εἰς τὸν Δουναβίον, εἰς τὸ τμήμα τοῦ Κάτω Δουναβέως, θὰ ἐφαρμόζωνται οἱ ἐν αὐτῷ ἰσχύοντες κανονισμοί.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Μέλη τοῦ πληρώματος πλοίου ἀνήκοντος εἰς ἓνα τῶν Συμβαλλομένων δύνανται νὰ διέρχωνται μεμονωμένως ἢ καθ' ὁμάδας τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων, ἵνα ἐπιθεωροῦν ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ τῶν πλοίου, ἢ διὰ νὰ ἐπιστρέψουν εἰς τὴν χώραν τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι. Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ δέον ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τῶν ναυτικῶν φυλαδίων τῶν, δεόντως θεωρημένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τοῦ Μέρους, οὗ τὸ ἔδαφος διασχίζουν.

Ἄρθρον 6.

Θὰ ἀπαλλάσσωνται τῶν τελῶν ἐπὶ τῆς χωρητικότητος εἰς τοὺς λιμένας ἐκατέρας χώρας:

1. Τὰ πλοῖα τὰ καταπλέοντα κενὰ ἀνεξαρτήτως προελεύσεως καὶ ἀποπλέοντα κενά.
2. Τὰ πλοῖα τὰ ὁποῖα καταπλέοντα ἔμπορτα, εἴτε ἰδίᾳ φελλήσει εἴτε κατόπιν ἀνάγκης, ἀποπλέον χωρὶς νὰ ἔχουν διενεργήσει οὐδεμίαν ἐμπορικὴν πράξιν.
3. Τὰ πλοῖα τὰ μὴ ἐνεργούντα ἐμπορικὰς πράξεις ἀλλὰ προσεγγίζοντα εἰς λιμένας πρὸς ἀνεφοδιασμὸν εἰς ὕδωρ, καύσιμα καὶ προμηθείας, διαβίβασιν ταχυδρομείου καὶ δι' ἄλλας ἀνάγκας, ὡς καὶ ἐπὶ σκοπῷ αἰτήσεως ἰατρικῆς περιθάλψεως διὰ μέλος τοῦ πληρώματος ἢ δι' ἐπιβάτην καὶ δι' ἀνώτατον χρονικὸν ὄριον 24 ὡρῶν.

Εἰς περίπτωσιν ἀναγκαστικῆς προσεγγίσεως εἰς λιμένα δὲν θὰ θεωρῆται ὡς ἐμπορικὴ πράξις ἡ ἐκφόρτωσις καὶ ἡ φόρτωσις τῶν ἐμπορευμάτων ἐπὶ τοῦ πλοίου — ἄνευ ἀποθήκευσεως — ἢ μεταφόρτωσις ἐπὶ ἑτέρου πλοίου, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ πρῶτον πλοῖον κατέστη ἀνίκανον πρὸς πλοῦν, αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὸν ἀνεφοδιασμὸν τοῦ πληρώματος δαπάναι ὡς καὶ ἡ πώλησις τῶν ἐμπορευμάτων κατόπιν ἀδείας τῆς τελωνειακῆς Ἀρχῆς. Ἐξυπακούεται ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἁρθροῦ δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Ὑγειονομικῶν, τῶν Πλοηγικῶν καὶ τῶν Ναυαρωστικῶν δικαιωμάτων, ἅτινα θὰ εἰσπράττωνται εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπόμενας ὑπὸ τῆς ἐγκυρίου νομοθεσίας διὰ τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον

Ἄρθρον 7.

Τὰ πλοῖα ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους τὰ εἰσπλέοντα εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου πρὸς ἐκφόρτωσιν μέρους τοῦ ἐκ τοῦ ἐξωτερίου προερχομένου φορτίου τῶν θὰ δύνανται, συμμορφούμενα πρὸς τὴν νομοθεσίαν καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Κράτους, νὰ διατηροῦν ἐπὶ τοῦ πλοίου μέρος τοῦ φορτίου, τὸ ὁποῖον προορίζεται δι' ἄλλον λιμένα εἴτε τοῦ αὐτοῦ Κράτους εἴτε ἑτέρου καὶ νὰ μεταφέρουν αὐτὸ ἄνευ πληρωμῆς ἄλλων δικαιωμάτων πλὴν τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς ὁμοίαν περίπτωσιν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Ὅμοίως τὰ πλοῖα ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν ἐξ ἐνὸς λιμένος εἰς ἕτερον τοῦ αὐτοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς συμπλήρωσιν τοῦ διὰ τὸ ἐξωτερικὸν προοριζομένου φορτίου αὐτῶν ἄνευ πληρωμῆς ἄλλων δικαιωμάτων πλὴν τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς ὁμοίαν περίπτωσιν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους.

Ἄρθρον 8.

Τὰ ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως εἰς διεθνεῖς μεταφορὰς πραγματοποιούμενα ἔσοδα τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τῶν νηολογημένων εἰς ἐκάτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, θὰ ἀπαλλάσσωνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τῆς καταβολῆς παντὸς δικαιώματος, τέλους καὶ φόρου, οἰασδήποτε φύσεως.

Ἡ ὡς ἄνω ἀπαλλαγὴ θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὰς δύο Χώρας ἐπὶ τῶν φόρων τῶν ὀφειλομένων διὰ τὰ οἰκονομικὰ ἔτη ἀρχόμενα ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1958.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἁρθροῦ ἀντικαθιστοῦν τὰς διατάξεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ναυτιλίαν τὰς περιλαμβανόμενας εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 3 τῆς συναφθείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 20ὴν Ἰουλίου 1963 Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἀφορώσης τὴν φορολογικὴν ἀπαλλαγὴν τῶν ἐκ τῆς ναυσιπλοΐας καὶ ἀεροπλοΐας προερχομένων εἰσοδημάτων.

Ἄρθρον 9.

Αἱ τοπικαὶ Ἀρχαὶ καὶ τὰ δικαστήρια ἐκατέρου Συμβαλλομένου Μέρους δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπιλαμβάνονται καθ' οἰονδήποτε τρόπον καὶ δι' οἰονδήποτε αἰτίαν τῶν διαφορῶν, αἰτίνας θὰ ἀναφύονται ἐν πλῶ ἢ εἰς τοὺς λιμένας μεταξὺ τῆς διοικήσεως τοῦ πλοίου, τοῦ πλοιάρχου, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος τῶν ἀναγεγραμμένων εἰς τὸ ναυτολόγιον τοῦ πλοίου καὶ θὰ ἀφορῶν εἰς τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα τοῦ πληρώματος, τοὺς μισθοὺς καὶ γενικῶς τὴν ἐργασίαν ἐπὶ τῶν ὑπὸ τὴν σημαίαν τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐμπορικῶν πλοίων.

Ἄρθρον 10.

Ἡ μεταχείρισις τοῦ πλέον εὐνοουμένου Κράτους, ἢ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δὲν ἐφαρμόζεται ὡς πρὸς τὰ πλεονεκτήματα καὶ προνόμια τὰ ἀπορρέοντα:

- α) Ἐκ Τελωνειακῆς Ἐνώσεως οἰασδήποτε φύσεως, συναφθείσης ἢ μελλούσης νὰ συναφθῇ ὑπὸ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ
- β) Ἐξ εἰδικῶν συμβατικῶν καθεστῶτος ὅπερ τὸ ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει παραχωρήσει ἢ θὰ παραχωρήσῃ εἰς γειτονικὸν Κράτος.

Ἄρθρον 11.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας συνιστώσης διάκρισιν σημαίαν ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν διεθνῶν θαλασσίων μεταφορῶν ὡς καὶ πάσης ἐνεργείας τεινούσης νὰ περιορίσῃ τὴν ἐλευθέραν συμμετοχὴν τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὰς ὡς ἄνω διεθνεῖς θαλασσίας μεταφορὰς.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ πολεμικὰ πλοῖα τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκατέρου Κράτους. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιήσουν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν κύρωσιν τῆς Συμφωνίας, ἥτις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ περίοδον τριῶν ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς, καὶ θὰ ἀνανεοῦται αὐτομάτως διὰ ἐτησίας περιόδους, ἐκτός ἐάν ἐν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελε γνωστοποιήσει τοῦλάχιστον ἕξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας τὴν ἐπιθυμίαν του ὅπως καταγγεῖλῃ τὴν παράτασιν ταύτης. Ἡ παρούσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ τὰς διατάξεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ναυτιλίαν τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὴν Συνθήκην Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας τῆς 11 Αὐγούστου 1931.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 2ῃ Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς Γαλλικὴν γλώσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας
τῆς Ρουμανίας
C. MANESCU

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἀθήναι, τῇ 2ῃ Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνας κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς συμφωνίας ναυτιπλοίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνώσιν ὑμῶν ὅτι ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους, ἡ περιεχομένη εἰς τὸ ἄρθρον 1ον τῆς συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὴν μεταφορὰν Ἑλλήνων μεταναστῶν.

Βεβαιωθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, περὶ τῆς ἐξέχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ρουμανικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἀθήναι, τῇ 2ῃ Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς σας, ἐχούσης οὕτω:

«Ἀναφερόμενος εἰς τὰς διαπραγματεύσεις αἰτίνας κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς συμφωνίας ναυτιπλοίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνώσιν ὑμῶν ὅτι ἡ ρήτρα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους ἡ περιεχομένη εἰς τὸ ἄρθρον 1ον τῆς συμφωνίας τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὴν μεταφορὰν Ἑλλήνων μεταναστῶν».

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω τὰ ἀναφερόμενα ἀνωτέρω.

Βεβαιωθῆτε, Κύριε Πρόεδρε, περὶ τῆς ἐξέχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ρουμανικῆς
Ἀντιπροσωπείας
C. MANESCU

ACCORD

Entre le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie relatif au remplacement de l'Annexe à l'Accord du 2 mai 1960 entre les deux pays concernant les transports aériens Commerciaux Réguliers.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie ont décidé de remplacer l'annexe à l'Accord du 2 mai 1960 entre les deux pays concernant les transports aériens Commerciaux Réguliers, par une nouvelle annexe qui est attachée au présent Accord, et qui fait partie intégrante de l'Accord de 1960.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966, en deux exemplaires originaux en langue Française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce Pour le Gouvernement de la République Socialiste de la Roumanie

ANNEXE

Article 1

1. L'entreprise désignée par le Gouvernement du Royaume de Grèce jouira du droit d'embarquer et débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe sur la route :

Athènes - points intermédiaires - Bucarest et vice-versa. Cette ligne pourra être prolongée, avec les mêmes droits de trafic, vers un point qui sera déterminé ultérieurement entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes et vice-versa, sous la fréquence de deux vols par semaine.

2. L'entreprise désignée par le Gouvernement de la République Socialiste Roumaine jouira du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et du courrier suivant les dispositions du présent Accord et de son Annexe sur la route :

Bucarest - points intermédiaires - Athènes et vice-versa. Cette ligne pourra être prolongée avec les mêmes droits de trafic, vers le Caire et vice-versa, sous une fréquence de deux vols par semaine.

3. L'entreprise désignée par chacune des Parties Contractantes jouira aussi du droit de survoler le territoire de l'autre Partie Contractante sans y atterrir ou d'y atterrir pour des raisons non-commerciales sous une fréquence totale de deux vols par semaine, dans les deux sens.

Les points à atteindre au-delà des territoires des Parties Contractantes par les vols effectués conformément au présent paragraphe seront convenus entre les Autorités Aéronautiques.

4. Les entreprises désignées peuvent omettre l'atterrissage à un ou plusieurs points intermédiaires des services convenus, à condition que de toute façon le point de départ du service soit situé sur le territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise.

5. En tout cas, l'entreprise désignée par chacune des parties Contractantes n'aura pas le droit d'exécuter des vols rémunérés entre des points situés sur territoire de l'autre Partie Contractante (CABOTAGE).

6. Le transport par les entreprises désignées du courrier sur les services convenus sera effectué selon les dispositions de la Convention Postale Universelle toujours en vigueur.

Article 2

Les vols non réguliers exécutés par les entreprises désignées seront soumis à une autorisation spéciale.

Article 3

1. Le service au sol (Handling-Servicing) des aéronefs et passagers de l'entreprise désignée de l'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante sera confié à et exercé par l'entreprise désignée de la seconde Partie Contractante.

2. La représentation générale et l'agence de chacune des entreprises désignées seront confiées sur le territoire de l'autre Partie Contractante à des entreprises spécialisées ayant la nationalité de la seconde Partie.

3. Chacune des entreprises de transport aérien désignées aura le droit de maintenir un propre délégué commercial, sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας περὶ ἀντικαταστάσεως τοῦ Παραρτήματος τῆς ἀπὸ 2 Μαΐου 1960 Συμφωνίας μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν περὶ τακτικῶν Ἐμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

Ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις

φάσιαν να αντικαταστήσουν το Παράρτημα της μεταξύ των δύο χωρών Συμφωνίας της 2ας Μαΐου 1960, περί ταχυτικών Έμπορικῶν Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν, δι' ἐνός νέου Παραρτήματος τοῦ ὁποῖον ἐπισυνάπτεται εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ τὸ ὁποῖον ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμφωνίας τοῦ 1960.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρα-
τίας τῆς Ρουμανίας
C. MANESCU

I. ΤΟΥΜΗΙΑΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνη τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐπιβιβάξῃ καὶ ἀποβιβάξῃ εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομείον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ἐπὶ τῆς διαδρομῆς:

Ἀθῆναι —ἐνδιάμεσα σημεῖα— Βουκουρέστιον καὶ ἀντιστρόφως.

Ἡ γραμμὴ αὕτη διὰ δύναται νὰ ἐπεκταθῇ, μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα κινήσεως, πρὸς ἕν σημεῖον καὶ ἀντιστρόφως, τὸ ὁποῖον διὰ καθορισθῇ μεταγενεστέρως, μεταξύ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὲ συγχρότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα.

2. Ἡ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνη τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐπιβιβάξῃ καὶ ἀποβιβάξῃ εἰς διεθνή κίνησιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομείον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς ἐπὶ τῆς διαδρομῆς:

Βουκουρέστιον —ἐνδιάμεσα σημεῖα— Ἀθῆναι καὶ ἀντιστρόφως:

Ἡ γραμμὴ αὕτη διὰ δύναται νὰ ἐπεκταθῇ μὲ τὰ αὐτὰ δικαιώματα κινήσεως πρὸς Κλίρον καὶ ἀντιστρόφως καὶ μὲ συγχρότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα.

3. Ἡ ὑφ' ἑκατέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὁρισθεῖσα Ἐπιχειρήσεις διὰ ἀπολαμβάνη ἐπίσης τοῦ δικαιώματος ὅπως ὑπερίπταται τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἄνευ προσγειώσεως ἢ καὶ μετὰ προσγειώσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοῦς λόγους καὶ μὲ συνολικὴν συγχρότητα δύο πτήσεων καθ' ἑβδομάδα, πρὸς ἡμεροτέρας τὰς κατευθύνσεις.

Τὰ πέραν τῶν ἐπικρατειῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σημεῖα προσεγγίσεως τῶν συμφώνως πρὸς τὴν παρούσαν παράγραφον πραγματοποιουμένων πτήσεων διὰ συμφωνοῦνται μετὰ-ξὺ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν.

4. Αἱ ὁρισθεῖσαι Ἐπιχειρήσεις δύναται νὰ παραλείπουν τὴν προσγειώσιν εἰς ἕν ἢ πλείονα ἐνδιάμεσα σημεῖα τῶν συμφωνηθεῖσῶν γραμμῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι κατὰ πᾶσαν περίπτωσιν τὸ σημεῖον ἐκκινήσεως τῆς γραμμῆς διὰ κεῖται ἐπὶ τῆς Ἐπικρατείας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους τοῦ ὁριστάντος τὴν Ἐπιχειρήσιν.

5. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἢ ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσαι Ἐπιχειρήσεις δὲν διὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ πτήσεις ἐπ' ἀμοιβῆ, μεταξύ σημείων κειμένων ἐπὶ τῆς Ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους (CABOTAGE).

6. Ἡ ὑπὸ τῶν ὁρισθεῖσῶν Ἐπιχειρήσεων μεταφορὰ ταχυδρομείου διὰ τῶν συμφωνηθεῖσῶν γραμμῶν διὰ πραγματοποιηται κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἐκάστοτε ἰσχυούσης Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συνθήσεως.

Ἄρθρον 2.

Αἱ ὑπὸ τῶν ὁρισθεῖσῶν Ἐπιχειρήσεων πραγματοποιούμεναι ἔκτακτοι πτήσεις διὰ ὑπόκεινται εἰς εἰδικὴν ἔγκρισιν.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐξυπηρέτησις (HANDLING—SERVICING) τῶν ἀεροκαφῶν καὶ τῶν ἐπιβατῶν τῆς ὁρισθεῖσης Ἐπιχειρήσεως τοῦ ἐνός Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους,

διὰ ἀνατίθεται εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ δευτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεῖσῶν ἐπιχειρήσιν καὶ διὰ παρέχεται ὑπὸ ταύτης.

2. Ἡ γενικὴ ἀντιπροσώπευσις καὶ πρακτορεύσις ἐκατέρως τῶν ὁρισθεῖσῶν Ἐπιχειρήσεων εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ ἀνατίθεται εἰς εἰδικὰς ἐπιχειρήσεις ἐχούσας τὴν ἐθνικότητα τοῦ δευτέρου Μέρους.

3. Ἐκάστη τῶν ὁρισθεῖσῶν Ἐπιχειρήσεων Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν διὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ διατηρῇ ἴδιον ἐμπορικὸν ἐντεταλμένον εἰς τὴν Ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

ACCORD

entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie concernant les services de télécommunications.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dans leur désir d'améliorer et d'étendre les services de télécommunications entre les deux pays et ayant en vue les dispositions en vigueur de la Convention internationale des télécommunications, ont décidé de conclure un Accord concernant les services de télécommunications et, à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Les Parties Contractantes se mettent d'accord pour l'augmentation et l'amélioration des liaisons de télécommunications existantes entre les deux pays.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'efforcera d'utiliser dans la mesure du possible les voies de télécommunications de l'autre pays pour l'échange du trafic de transit et d'accorder des conditions les plus avantageuses pour l'écoulement de ce trafic.

Article 3

Les deux Administrations se communiqueront directement les restrictions concernant les services de télécommunications.

Article 4

Pour les questions qui ne sont pas réglées par cet Accord s'appliquent les dispositions de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés ou les dispositions des Arrangements supplémentaires conclus entre les Parties contractantes.

CHAPITRE II

Liaisons de Télécommunications

Article 5

Dans le service réciproque entre les deux Parties contractantes sont admises toutes les catégories de télégrammes et les services spéciaux télégraphiques prévues au Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, sauf les restrictions communiquées conformément à l'article 3 du présent Accord.

Article 6

Pour l'amélioration des conditions d'écoulement du trafic télégraphique, un circuit télégraphique direct sera établi entre Athinai et Bucaresti.

Article 7

Pour le service télex, deux circuits directs entre Athinai et Bucaresti en passant par Sofia, seront établis.

Article 8

Pour l'amélioration des conditions d'écoulement du trafic téléphonique, un circuit téléphonique direct sera établi entre Athinai et Bucaresti, en passant par la République Populaire de Bulgarie.

Article 9

La date d'établissement et de la mise en fonction de nouveaux circuits télégraphique, téléphonique et télex sera fixée par correspondance entre les deux Administrations.

Article 10

L'établissement d'une liaison radiotélégraphique entre les deux pays sera examiné par correspondance entre les deux Administrations, au temps opportun.

CHAPITRE III

Taxes

Article 11

La taxe télégraphique terminale par «mot» pour chaque Partie contractante est fixée à 0.12 frs. or.

Article 12

Les taxes du service télex seront fixées conformément à l'Avis F-66 du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT, Livre bleu, 1964), par correspondance entre les deux Administrations.

Article 13

La taxe téléphonique terminale pour l'unité de trois minutes est fixée à 3.20 frs. or pour la Grèce et 3.20 frs. or pour la République Socialiste de Roumanie.

Article 14

Pour les transmissions des programmes radiophoniques utilisent les circuits téléphoniques ordinaires (jusqu'à 3400 Hz) les deux Administrations appliqueront les mêmes taxes prévues au présent Accord pour le trafic téléphonique.

CHAPITRE IV

Decompte

Article 15

Les comptes réciproques de trafic sont établis sur la base du franc or de 100 centimes, au poids de 10/31 grammes et le titre de 0.900.

Article 16

Le solde final sera payé conformément aux dispositions de l'Accord concernant les paiements entre la Grèce et la République Socialiste de Roumanie, en vigueur à la date du paiement.

Les dépenses de la remise sont supportées par la Partie débitrice.

CHAPITRE V

Dispositions Finales

Articles 17

a. Les Parties contractantes peuvent, après un accord mutuel entre les deux Administrations, modifier ou compléter cet Accord.

b. Tous les détails qui ne sont pas réglementés par le présent Accord et qui concernent son application, seront réglementés par voie de correspondance entre les Administrations des deux Parties Contractantes.

Article 18

Le présent Accord sera soumis à l'approbation conformément aux dispositions légales de chacun de ces deux Etats.

Les parties contractantes communiqueront mutuellement, par voie diplomatique, l'approbation de l'Accord et celui-ci entrera en vigueur à la date de la réception de la dernière communication d'approbation.

L'Accord est conclu pour une durée de cinq ans, à partir de son entrée en vigueur et sera automatiquement prorogé, pour des nouvelles périodes d'une année sauf le cas où l'une des deux Parties Contractantes communiquera, au moins six mois avant l'expiration de la validité de l'Accord, sa décision de renoncer à

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires des deux Parties contractantes après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent le présent Accord.

Fait à Athènes le 2 septembre 1966 en deux exemplaires en langue française, faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Socialiste de
Roumanie

I. TOUMBAS

C. MANESCU

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας, αφορώσα τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιών.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τῶν νὰ βελτιώσῃν καὶ νὰ ἐπεκτείνῃσιν τὰς υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν μεταξύ τῶν δύο Χωρῶν καὶ ἔχουσαι ὑπ' ἑσῆν τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν συμφωνίας ἀφορώσης τὰς υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, συνέφωσαν τὰ κάτωθι:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν διὰ τὴν αὔξησιν καὶ τὴν βελτίωσιν τῶν ὑφισταμένων μεταξύ τῶν δύο χωρῶν Τηλεπικοινωνιακῶν συγχοινωνιῶν.

Ἄρθρον 2.

Ἐκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ προσπαθήσῃ νὰ χρησιμοποιῇ, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὰς δόους Τηλεπικοινωνιακῆς τῆς ἄλλης χώρας, διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῆς διαβατικῆς ἀνταποκρίσεως καὶ νὰ ἐξασφαλίσῃ τοὺς πλέον εὐνοϊκοὺς ὅρους διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῆς ἀνταποκρίσεως ταύτης.

Ἄρθρον 3.

Αἱ δύο Διευθύνσεις θὰ ἀνακοινοῦν ἀμοιβαίως ἀπ' εὐθείας, τοὺς ἀφορῶντας τὰς Τηλεπικοινωνιακὰς υπηρεσίας, περιορισμούς.

Ἄρθρον 4.

Διὰ τὰ θέματα, τὰ ὅποια δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρητῆμένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν ἢ αἱ διατάξεις τῶν μεταξύ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν συναπτομένων συμπληρωματικῶν συμφωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Τηλεπικοινωνιακαὶ Συγχοινωνίαι.

Ἄρθρον 5.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν μεταξύ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ὑπηρεσίαν γίνονται δεκταὶ πᾶσαι αἱ κατηγορίαι τηλεγραφημάτων καὶ αἱ εἰδικαὶ τηλεγραφικαὶ υπηρεσίαι, αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ προσηρητῆμένου εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, ἐπιφυλασσομένων τῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνακοινουμένων περιορισμῶν.

Ἄρθρον 6.

Διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν διεξαγωγῆς τῆς Τηλεγραφικῆς ἀνταποκρίσεως, ἐν ἀπ' εὐθείας Τηλεγραφικὸν κύκλωμα θὰ ἐγκατασταθῇ μεταξύ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου.

Ἄρθρον 7.

Διὰ τὴν ὑπηρεσίαν TELEX, θὰ ἐγκατασταθῶν δύο ἀπ' εὐθείας κυκλώματα μεταξύ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου, μέσω Σόφιας.

Ἄρθρον 8.

Διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν διεξαγωγῆς τῆς Τηλε-

μα θὰ ἐγκατασταθῆ μεταξὺ Ἀθηνῶν καὶ Βουκουρεστίου μέσῳ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

*Ἀρθρον 9.

Ἡ ἡμερομηνία ἐγκαταστάσεως καὶ θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν νέων κυκλωμάτων, τηλεγραφικοῦ, τηλεφωνικοῦ καὶ TELELEX, θὰ καθορισθῆ, δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων.

*Ἀρθρον 10.

Ἡ ἐγκατάστασις μιᾶς ραδιοτηλεγραφικῆς συγκοινωνίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν θὰ ἐξετασθῆ, ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ, δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Τέλη κ.

*Ἀρθρον 11.

Τὸ τελικὸν Τηλεγραφικὸν τέλος κατὰ «λέξιν» δι' ἑκατόν συμβαλλόμενον Μέρους ὀρίζεται εἰς 12 ἑκατοστὰ τοῦ χροσίου φράγκου.

*Ἀρθρον 12.

Τὰ τέλη τῆς ὑπηρεσίας TELELEX θὰ καθορισθοῦν, δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων, συμφώνως πρὸς τὴν Γνωμοδότησιν F66 τῆς Διεθνoῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (CCITT—LIVRE, BLEU, 1964).

*Ἀρθρον 13.

Τὸ τελικὸν τηλεφωνικὸν τέλος κατὰ μονάδα τριῶν πρώτων λεπτῶν ὀρίζεται εἰς 3.20 χρυσὰ φράγκα διὰ τὴν Ἑλλάδα καὶ εἰς 3.20 χρυσὰ φράγκα διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας.

*Ἀρθρον 14.

Διὰ τὰς μεταβιβάσεις ραδιοφωνικῶν προγραμμάτων δι' ἄς χρησιμοποιοῦνται συνήθῃ τηλεφωνικὰ κυκλώματα (μέχρι 3400 HZ), αἱ δύο Διευθύνσεις θὰ ἐφαρμόζουσι τὰ αὐτὰ τέλη, τὰ ὁποῖα προβλέπονται, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ τὴν τηλεφωνικὴν ἀνταπόκρισιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Ἐγκυβερνητικὸι Λογαριασμοὶ.

*Ἀρθρον 15.

Οἱ ἀμοιβαῖοι λογαριασμοὶ ἀνταποκρίσεως καταρτίζονται μὲ βάσιν τὸ χρυσὸν φράγκον τῶν ἑκατῶν ἑκατοστῶν, θάρους 10)31 γραμμαρίων καὶ τίτλου 0,900.

*Ἀρθρον 16.

Τὸ τελικὸν ὑπόλοιπον θὰ καταβάλλεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς πληρωμῆς, Συμφωνίας περὶ πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Αἱ δαπάναι ἀποστολῆς βαρῶν τὴν ὀφειλέτιδα χώραν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ Διατάξεις.

*Ἀρθρον 17.

α) Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο Διευθύνσεων, νὰ τροποποιοῦν ἢ νὰ συμπληρῶνουν τὴν Συμφωνίαν ταύτην.

β) Πᾶσαι αἱ λεπτομέρειαι, αἰτινες δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ αἰτινες ἀφορῶσιν εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς, θὰ διακανονίζονται δι' ἀλληλογραφίας μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

*Ἀρθρον 18.

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῆ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκαστέρου Κράτους.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀνακοινώσουν ἀμοιβαίως, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Συμφωνίας καὶ αὕτη θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεως τῆς τελευταίας ἀνακοινώσεως περὶ ἐπικυρώσεως.

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ διάρκειαν πέντε ἐτῶν, ἀπὸ τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ, καὶ θὰ παρατείνεται αὐτομάτως, διὰ νέας περιόδους ἐνὸς ἐτους, ἐκτὸς ἐὰν τὸ ἐν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἀνακοινώσῃ, ἐξ τούλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς

ἐπινοῆς τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, τὴν ἀπόφασιν τοῦ ὅπως παραιτηθῆ τῆς παρατάσεως ἰσχύος ταύτης.

Εἰς πίστωσιν ἢ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, μετὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν πληρεξουσίων ἐγγράφων των, τὰ ὁποῖα εὐρέθησαν ἐν τάξει, ὑπογράφουν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἅτινα ἀμφοτέρω ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
I. ΤΟΥΜΠΙΑΣ

τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
G. MANESCU

Convention entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie pour la Protection des Plantes

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, dans leur commun desir de faciliter les échanges de plantes et de produits d'origine végétale entre les deux pays et de lutter efficacement contre les maladies et les ennemis des végétaux, ont décidé de conclure une Convention pour la Protection des Plantes et à cet effet sont convenu de ce qui suit :

Article premier

En vue de protéger l'économie agricole et forestière contre les dégâts dus aux maladies et aux ennemis des végétaux, les deux Parties contractantes s'engagent à se conformer aux dispositions suivantes :

1. Surveiller les cultures agricoles et les terrains non cultivés ou boisés, afin de dépister les foyers contaminés ou infestés par des maladies dangereuses et des ennemis des végétaux.

2. Prendre les mesures phytosanitaires nécessaires dans les régions contaminées par les maladies dangereuses ou attaquées par les insectes nuisibles à l'agriculture, en vue de localiser, restreindre et détruire les foyers apparus, comme aussi de mettre en quarantaine la région dans laquelle ces infections et infestations ont fait leur apparition.

3. Renseigner les agriculteurs sur le profit économique qu'ils peuvent tirer de la diminution des attaques de maladies et d'ennemis, ainsi que sur les méthodes de dépistage, de prévention et de lutte contre ces ennemis de l'agriculture.

4. Se communiquer mutuellement des informations sur l'introduction et l'apparition des maladies et des insectes nuisibles des cultures agricoles et forestières, qui sont signalés pour la première fois dans le pays.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à s'informer mutuellement sur l'apparition dans leur territoire de maladies dangereuses et d'ennemis, qui constituent un danger particulier pour les cultures agricoles et forestières.

Comme maladies dangereuses et ennemis des végétaux et des produits d'origine végétale, sont considérées :

Ennemis (du règne animal)

1. Acanthoscelides obsoletus Say
2. Anarsia lineatella Zell
3. Aphelencoides fragariae Ritz-Bos
4. Bruchidius incarnatus Boh
5. Callosobruchus chinensis L
6. Callosobruchus quadrimaculatus Fabr
7. Ceratitidis capitata Wied
8. Diaspis (Pseudaulacaspis) pentagona Targ. Tozz
9. Heterodera rostochiensis Wollenw.
10. Heterodera schachtii Schmidt
11. Hyphabtria cunea Drury
12. Icerya purchasi Mask
13. Laspeyresia molesta Busk

14. *Leptinotarsa decemlineata* Say
15. *Quadraspidiotus perniciosus* Comst
16. *Platyedra* (*Pectinophora*) *gossypiella* Saund
17. *Pseudococcus gahani* Green
18. *Tarsonemus fragariae* Zim
19. *Thrips tabaci* Lind

Maladies (Pathogènes du règne végétal)

1. *Corynebacterium sepedonicum* (Spieck. et Kott.)
2. *Cronartium ribicola* (Lasch) Fischer de Waldh
3. *Diplodia zeae* (Schw) Lév
4. *Dotichyza populnea* Sacc. et Brr.
5. *Endoconidiophora fagacearum* Bretz
6. *Endothia parasitica* Murr
7. *Peronospora tabacina* Adam
8. *Pseudomonas marginata* (Mc. Culloch) Stapp
9. *Pseudomonas solanacearum* Smith
10. *Pseudomonas stewartii* (E.F. Smith)
11. *Septoria linicola* (Speg.) Gar
12. *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc.
13. *Tilletia pancici* Bud. et Ran.

Virus

1. Maladies à virus des arbres fruitiers et de la vigne, qui sont transmissibles par le matériel de multiplication.

La Liste précédente peut être modifiée après accord préalable des Parties contractantes.

Article 3.

En vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies dangereuses et des ennemis des végétaux lors des échanges commerciaux, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer les mesures suivantes :

1. Toute expédition de plantes et de produits d'origine végétale, ainsi que les transports en transit de ces produits, doivent être accompagnés d'un «certificat phytosanitaire» conforme au modèle annexé à la présente Convention, délivré par les Services compétents pour la Protection des Plantes de pays exportateur. Ces certificats, rédigés en français, en allemand ou en anglais, devront attester :

- que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires en vigueur dans le pays importateur,
- que les plantes et les produits d'origine végétale à exporter sont indemnes de tout parasite (animal ou végétal) vivant, énuméré dans la liste de l'article 2 de la présente Convention,
- le lieu de provenance de ces plantes et de ces produits d'origine végétal.

2. Ce certificat phytosanitaire n'exclut pas le droit d'un contrôle phytosanitaire de la part du pays importateur ou bien l'application d'autres mesures jugées nécessaires, telles que la désinfection, la désinsectisation, la fumigation, etc.

3. En cas de constatation de maladies ou d'ennemis, figurant dans la liste de l'article 2 de la présente Convention, sur les plantes ou les produits agricoles importés, le Service Central pour la Protection des Plantes du pays exportateur doit en être avisé dans le plus bref délai.

4. Si le Service pour la Protection des Plantes du pays importateur décide, pour des raisons phytosanitaires, que les produits agricoles ne doivent pas être admis ou qu'ils doivent être soumis à des mesures spéciales (désinfection, fumigation, etc.), cette décision doit être communiquée dans le plus bref délai au Service Central pour la Protection des Plantes du pays exportateur.

5. Les produits végétaux tels que la paille, le foin sec, la tourbe, les feuilles sèches et toutes sortes d'autres produits d'origine végétale, qui sont utilisés comme matériel d'emballage des plantes et des produits agri-

coles, sont soumis aux conditions phytosanitaires de la présente Convention.

6. Les plantes à racine (arbres fruitiers, ornementaux ou forestiers) et les parties des plantes (greffes, porte-greffes, boutures etc) avec ou sans terre, destinées à la multiplication, peuvent être importées après consentement préalable du Service pour la Protection des Plantes du pays importateur.

7. Le transit des végétaux et des produits d'origine végétale à travers le territoire des Parties contractantes est soumis aux conditions phytosanitaires en vigueur dans le pays de transit.

Article 4.

Les échanges de plantes et de produits d'origine végétale devront être conformes, non seulement aux dispositions de la présente Convention, mais aussi aux conditions stipulées dans les accords commerciaux conclus entre les deux pays.

Article 5.

Les deux Parties contractantes, reconnaissant également l'utilité de la collaboration dans le domaine scientifique et l'opportunité de l'unification, dans la mesure du possible, des méthodes et des moyens visant à la protection des plantes, s'engagent :

1. A se communiquer mutuellement une fois par an, et au plus tard jusqu'à la fin de mois de mars, des informations sur l'état sanitaire des cultures et des forêts, les mesures appliquées pour une lutte efficace, contre les maladies dangereuses et les insectes nuisibles aux végétaux, ainsi que sur les résultats obtenus

2. A échanger de la littérature concernant la protection des plantes, afin de permettre une meilleure connaissance mutuelle des progrès réalisés dans ce domaine par chacun des deux. Les travaux respectifs seront accompagnés dans la mesure du possible d'un résumé en français ou en anglais.

Article 6.

Les deux Parties contractantes reconnaissent l'utilité et la nécessité d'un contact aussi fréquent que possible entre les spécialistes en Phytopathologie et en Entomologie des deux pays, par des visites réciproques, dans le but d'un échange mutuel de l'expérience scientifique et de la pratique acquise dans le domaine de la protection des plantes.

Les détails concernant la durée et les conditions financières de ces visites seront réglés par des négociations entre les Services compétents des deux pays, menées par la voie diplomatique.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement, en traduction française ou anglaise la réglementation phytosanitaire en vigueur, concernant l'importation, l'exportation et les transports en transit, dans les deux pays.

Article 8.

Tout différend dans l'application ou l'interprétation des termes de la présente Convention, sera soumis par les deux Parties contractantes à une Commission Mixte, constituée à cet effet. Si celle-ci n'aboutit pas à une solution satisfaisante, le différend sera réglé par voie diplomatique.

Article 9.

La présente Convention sera soumise à l'approbation conformément aux dispositions légales de chaque de ceux deux Etats. Les Parties contractantes communiqueront mutuellement, par voie diplomatique, l'approbation de la Convention, qui entrera en vigueur à la date de la dernière communication.

La Convention est conclue pour une durée de cinq ans, à dater de son entrée en vigueur et sera automatiquement prorogée pour des nouvelles périodes d'un

an, sauf le cas ou l'une de Parties contractantes communiquera à l'autre, au moins six mois avant l'expiration de la valabilité de la Convention, l'intention de renoncer à sa prorogation.

EN FOI DE QUOI les soussignés Plénipotentiaires des deux Parties contractantes, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, signent la présente Convention.

Fait à Athènes le 2 Septembre 1966 en deux exemplaires en langue française, faisant tous deux également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

I. TOUMBAS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie

C. MANESCU

ANNEXE

Certificat Phytosanitaire, (Modèle)

No

Il est certifié que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date) par (nom) agent autorisé du (service) et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures ; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (à remplir sur la demande du pays importateur) :

Date	Traitement	Produit chimique utilisé et concentration
Durée du traitement		

Déclaration supplémentaire

Fait à le 19

(Signature)
(Fonction)

(Cachet du Service)

Description de l'envoi

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur :
Nom, prénom et adresse du destinataire :
Nombre et nature des colis :
Marque des colis :
Provenance (sur la demande du pays importateur) :
Moyen de transport :
Point d'entrée :
Contenu de l'envoi :
Nom botanique (sur la demande du pays importateur) :
ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ
ΜΕΤΑΞΕΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ
ΤΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΑΣ

Η Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, ἐν τῇ κοινῇ των ἐπιθυμίᾳ νὰ διευκολύνουν τὰς ἀνταλλαγὰς φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ νὰ ἀγωνισθοῦν ἀποτελεσματικῶς ἐναντίον τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, ἀπεφάσισαν νὰ συνάψουν μίαν Σύμβασιν διὰ τὴν Προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνεργηθήσων τὰ ἐπόμενα.

Ἄρθρον 1.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως προστατεύσων τὴν ἀγροτικὴν καὶ δασικὴν οἰκονομίαν ἐναντίον τῶν ζημιῶν τῶν ἀπειλομένων εἰς ἀσθενείας καὶ ἐχθροῦς τῶν φυτῶν, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ συμμορφωθῶνται πρὸς τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. Νὰ ἐπιβλέπουν τὰς γεωργικὰς καλλιιεργείας καὶ τὰς μὴ καλλιεργουμένας ἢ δεινδροφυτευμένας ἐκτάσεις, διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν μεμολυσμένων καὶ προσβεβλημένων ὑπὸ ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν ἐστῶν.

2. Νὰ λαμβάνουν τὰ ἀπαραίτητα φυτοϋγειονομικὰ μέτρα εἰς τὰς περιοχὰς τὰς μεμολυσμένας ὑπὸ ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τὰς προσβεβλημένας ὑπὸ τῶν ἐπιβλαβῶν εἰς τὴν γεωργίαν ἐντόμων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐντοπίζων, περιορίζων καὶ καταστρέφων τὰς ἐμφανιζομένας ἐστίας ὡς καὶ νὰ θέτουν ὑπὸ καθάρων τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν αἱ μολύνσεις καὶ αἱ προσβολαὶ αὐταὶ ἐκκαμν τὴν ἐμφάνισίν των.

3. Νὰ πληροφροῦν τοὺς ἀγρότας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ὠφελείας τὴν ὁποίαν δύνανται νὰ πορίζωνται ἀπὸ τὸν περιορισμὸν τῶν προσβολῶν ἐκ τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν, εἰς ἐπίσης ἐπὶ τῶν μεθόδων διαπίστώσεως, προλήψεως καὶ καταπολεμήσεως τῶν ἐχθρῶν τούτων τῆς γεωργίας.

4. Νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως πληροφροῦν ἡσυχαστικὰς καὶ ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν γεωργικῶν καὶ δασικῶν καλλιιεργειῶν, ἐμφανιζομένων διὰ πρῶτην φορὰν εἰς τὴν χώραν.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ ἐνημεροῦνται ἀμοιβαίως ἐπὶ τῆς ἐμφάνισεως, εἰς τὸ ἔδαφός των ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν, οἵτινες συνιστοῦν ἰδιαίτερον κίνδυνον διὰ τὰς γεωργικὰς καὶ δασικὰς καλλιιεργείας.

Ὡς ἐπικινδυνὸι ἀσθένειαι καὶ ἐχθροὶ τῶν φυτῶν καὶ τῶν προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, θεωροῦνται :

Ἐχθροὶ (τοῦ ζωικοῦ βασιλείου)

1. Acanthoscelus obsoluetus Soy.
2. Anarsia lineatella Zell.
3. Aphelencoides fragariae Ritz-Bos.
4. Bruchidius incarnatus Boh.
5. Callosobruchus chinensis L.
6. Callosobruchus quadrimaculatus Fabr.
7. Ceratitidis capitata Wied.
8. Diaspis (Pseudaulacaspis) pentagona Targ. Tozz.
9. Heterodera rostochiensis Wollenw.
10. Heterodera schachtii Schmidt.
11. Hyphantria cunea Drury.
12. Icerya purchasi Mask.
13. Laspeyresia molesta Busk.
14. Leptinotarsa decemlineata Say.
15. Quadraspidiotus perniciosus Comst.
16. Platyedra (Pectinophora) gossypiella Saund.
17. Pseudococcus gahani Green.
18. Tarsonemus fragariae Zim.
19. Thrips tabaci Lind.

Ἀσθένειαι (παθογόνα τοῦ ζωικοῦ βασιλείου)

1. Corynebacterium sepedonicum (Spieck. et Kott).
2. Cronartium tibicola (Lasch) Fischer de Waldh.
3. Diplodia zeae (Schw) Lév.
4. Dotichyza populnea Sacc. et Brr.
5. Endoconidiophora fagacearum Bretz.
6. Endothia parasitica Murr.
7. Peronospora tabacina Adam.
8. Pseudomonas marginata (Mc. Culloch) Stapp.
9. Pseudomonas solanacearum Smith.
10. Pseudomonas stewartii (E.F. Smith).
11. Septoria linicola (Speg.) Gar.
12. Synchytrium endobioticum (Schilb.) Perc.
13. Tilletia panicea Bud. et Ran.

Ἴοι

1. Ἀσθένειαι προκαλοῦμεναι ὑπὸ ἰῶν εἰς τὰ ὄπωροφάρα δένδρα καὶ τὴν ἄμπελον, αἱ ὁποῖαι μεταδίδονται διὰ τοῦ πολλαπλασιαστικοῦ ὕλικου.

Ὁ προηγούμενος πίναξ δύνανται νὰ τροποποιηθῶν κατὰ τὴν προηγούμενης κοινῆς συμφωνίας τῶν Συμβαλλομένων μερῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς πρόληψιν τῆς εἰσόδου καὶ τῆς διαδόσεως ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν κατὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς, τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ ἐφαρμόζων τὰ ἐπόμενα μέτρα :

1. Πᾶσα ἀποστολὴ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προε-

λεύσεως, ως επίσης αί μεταφοραί υπό διαμετακόμισιν τών εν λόγω προϊόντων δέον να συνοδεύονται υπό ενός πιστοποιητικού φυτοϋγείας συμφώνως τῷ υποδείγματι τῷ προσηρηθένει, εν παραρτήματι εις τήν παρούσαν Σύμβασιν, εκδιδομένου υπό τών αρμοδίων Ὑπηρεσιῶν διὰ τήν Προστασίαν τών Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς.

Τὰ εν λόγω πιστοποιητικά, συνταταγμένα εις γαλλικὴν, γερμανικὴν ἢ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, πρέπει νὰ βεβαιούν:

—ὅτι ἡ ἀποστολὴ ἐκρίθη σύμφωνα με τὰς εν ισχύϊ φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

—ὅτι τὰ πρὸς ἐξαγωγὴν φυτὰ καὶ προϊόντα φυτικῆς προελεύσεως εἶναι ἀπηλλαγμένα παντὸς ζῶντος παρασίτου (ζωϊκοῦ ἢ φυτικοῦ), εκ τών ἀπαριθμουμένων εις τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

—τὴν περιοχὴν προελεύσεως τῶν εν λόγω φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων.

2. Τὸ πιστοποιητικὸν φυτοϋγείας δὲν ἀποκλείει τὸ δικαίωμα φυτοϋγειονομικοῦ ἐλέγχου εκ μέρους τῆς χώρας εἰσαγωγῆς ἢ τὴν ἐφαρμογὴν ἐτέρων μέτρων κρινομένων ως ἀναγκαίων, ως εἶναι ἡ ἀπολύμανσις, ἡ ἀπεντόμισις, ὁ ὑποκαπνισμὸς κ.λ.π.

3. Εἰς περίπτωσιν διαπιστώσεως ἀσθενειῶν ἢ ἐχθρῶν εκ τῶν ἀναγερομένων εις τὸν πίνακα τοῦ ἄρθρου 2 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐπὶ τῶν εἰσγαγόμενων φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως, ἡ Κεντρικὴ Ὑπηρεσία διὰ τήν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς δέον νὰ εἰδοποιήται περὶ τούτου τὸ ταχύτερον δυνατόν.

4. Ἐὰν ἡ Ὑπηρεσία διὰ τήν Προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς ἀποφασίῃ διὰ φυτοϋγειονομικοὺς λόγους, ὅτι τὰ γεωργικὰ προϊόντα δὲν πρέπει νὰ παραληφθῶν ἢ πρέπει νὰ ὑπεβληθῶν εις εἰδικὰ μέτρα (ἀπολύμανσιν, ὑποκαπνισμὸν κ.λπ.) ἢ ἀπόφασις αὕτη δέον νὰ γνωστοποιηθῇ τὸ ταχύτερον δυνατόν, εις τὴν Κεντρικὴν Ὑπηρεσίαν διὰ τήν προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας ἐξαγωγῆς.

5. Τὰ γεωργικὰ προϊόντα, ως εἶναι τὸ ἄχυρον, τὸ ξηρὸν χόρτον, ἡ τύρφη, τὰ ξηρὰ φύλλα ως καὶ πᾶν εἶδος ἐτέρου προϊόντος φυτικῆς προελεύσεως, τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται ως ὕλικόν συσκευασίας τῶν φυτῶν καὶ τῶν γεωργικῶν προϊόντων, ὑπόκεινται εις τὰς φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

6. Τὰ ἔρριζα φυτῶν (δένδρα καρποφόρα, καλλωπιστικὰ ἢ δασικὰ) καὶ τὰ μέρη φυτῶν (ἐμβόλια, ὑποκείμενα, μοσχεύματα κ.λπ.) μετὰ ἢ ἄνευ χρώματος, τὰ προοριζόμενα διὰ πολλαπλασιασμὸν, δύνανται νὰ εἰσάγονται μετὰ προηγουμένην συγκατάθεσιν τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τήν προστασίαν τῶν Φυτῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

7. Ἡ διαμετακόμισις φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τῶν Συμβαλλομένων μερῶν, ὑπόκειται εις τὰς φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τὰς ἰσχυοῦσας εν τῇ χώρᾳ δι' ἧς ταῦτα διαμετακομίζονται.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ἀνταλλαγαὶ φυτῶν καὶ προϊόντων φυτικῆς προελεύσεως πρέπει νὰ εἶναι σύμφωνα, οὐχὶ μόνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀλλὰ καὶ πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς δευτερευομένους εις τὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συναπτομένης ἐμπορικῆς συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη, ἀναγνωρίζοντα ὁμοίως τὴν ὠφελιμότητα τῆς συνεργασίας εις τὸν ἐπιστημονικὸν τομέα καὶ σκοπιμότητα τῆς ἐνοποιήσεως, εν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τῶν μεθόδων καὶ τῶν μέσων τῶν σκοπούμενων εις τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἀναλαμβάνουν:

1. Νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως ἀπαξ τοῦ ἔτους, καὶ τὸ βραδύτερον μέχρι τέλους τοῦ μηνὸς Μαρτίου, πληροφορίας ἐπὶ τῆς ὑγεινῆς καταστάσεως τῶν καλλιιεργειῶν καὶ τῶν δατῶν, τῶν ἐφαρμοζομένων μέτρων διὰ μίαν ἀποτελεσματικὴν καταπολέμησιν τῶν ἐπικινδύνων ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων τῶν φυτῶν, ὡς καὶ τῶν ἐπιτυγχανομένων ἀποτελεσμάτων.

2. Νὰ ἀνταλλάτουν ἐβιβλιογραφίαν σχετικὴν μετὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν, ἵνα διευκολύνουν μίαν καλλιτέραν ἀμοιβαίαν ἐνημέρωσιν ἐπὶ τῶν εις τὸν τομέα τούτου, πραγματοποιουμένων ὑφ' ἐκαστέρου μερῶν. Αἱ σχετικὰ ἐργασίαι θὰ συνοδεύονται, εν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὑπὸ περιλήψεως εις γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν

Ἄρθρον 6.

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα μέρη ἀναγνωρίζουν τὴν ὠφελιμότητα καὶ τὴν ἀναγκαιότητα μίᾳς κατὰ τὸ δυνατόν συγχωτέρας ἐπαφῆς μεταξὺ τῶν εἰδικῶν εις θέματα Φυτοπαθολογίας καὶ Ἑντομολογίας τῶν δύο χωρῶν, δι' ἀμοιβαίων ἐπισκέψεων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς μεταξὺ τῶν ἀνταλλαγῆς τῆς εις τὸν τομέα τῆς προστασίας τῶν φυτῶν ἀποκτημένης ἐπιστημονικῆς πείρας καὶ πρακτικῆς.

Αἱ λεπτομέρειαι αἱ ἀφορῶσαι τὴν διάρκειαν καὶ τοὺς οικονομικοὺς ὅρους τῶν εν λόγω ἐπισκέψεων θὰ ρυθμίζονται δι' ἀπευθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν αρμοδίων Ὑπηρεσιῶν τῶν δύο χωρῶν, διεξαγομένων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 7.

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ κοινοποιούν ἀμοιβαίως, εν γαλλικῇ ἢ ἀγγλικῇ μεταφράσει, τοὺς εν ισχύϊ φυτοϋγειονομικοὺς κανονισμοὺς, τοὺς ἀφορῶντας εις τὴν εἰσαγωγὴν, τὴν ἐξαγωγὴν καὶ τὰς μεταφορὰς ὑπὸ διαμετακόμισιν, εις τὰς δύο χώρας.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα διαφορὰ κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἐρμηνείαν τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ὑποβάλλεται ὑπὸ τῶν δύο Συμβαλλομένων μερῶν εις Μικτὴν Ἀποστολήν, συνιστωμένην ἐπὶ τούτῳ.

Ἐὰν αὕτη δὲν καταλήξῃ εις ἱκανοποιητικὴν λύσιν, ἡ διαφορὰ θὰ ἐπιλύεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παρούσα συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκαστέρου Κράτους. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνακοινώσουν ἀμοιβαίως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Συμφωνίας ἧτις θὰ τεθῇ εν ισχύϊ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς τελευταίας ἀνακοινώσεως.

Ἡ Συμφωνία συνάπτεται διὰ διάρκειαν 5 ἐτῶν, ἀπὸ τῆς θέσεως εν ισχύϊ καὶ θὰ παρατείνεται αὐτομάτως, διὰ νέας περιόδους ἐνός ἔτους, ἐκτὸς ἐὰν τὸ εν τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἀνακοινώσῃ, ἐξ τοῦλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, τὴν ἀπόφασιν τοῦ ὅπως παραιτηθῇ τῆς παρατάσεως ἰσχύος ταύτης.

Εἰς πίστῳσιν οἱ ὑπογεγραμμένοι Πληρεξούσιοι τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν μετὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν πληρεξουσίων ἐγγράφων των, τὰ ὁποῖα εὑρέθησαν εν τάξει, ὑπογράφουν τὴν παρούσαν συμφωνίαν.

Ἐγένετο εν Ἀθήναις τὴν 2 Σεπτεμβρίου 1966, εις δύο ἀντίτυπα εις τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἅτινα ἀμφότερα ἔχουν τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
K. ΜΑΝΕΣΚΟΥ

Π Α Ρ Α Ρ Τ Η Μ Α
ΦΥΤΟ-ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΝ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ Νο

Πιστοποιεῖται ὅτι:
Τὰ φυτὰ, μέρη τῶν φυτῶν ἢ φυτικὰ προϊόντα τὰ περιγραφόμενα κατωτέρῳ ἐξητάσθησαν λεπτομερῶς, εν ἅλῳ ἢ εν ἀντιπροσωπευτικῷ δείγματι, τὴν..... ὑπὸ.....
..... ἀρμοδίου ὑπαλλήλου τῆς Ὑπηρεσίας διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν καὶ ἐκρίθησαν κατ' αὐτὸν πρακτικῶς ἀπηλλαγμένα ἐπικινδύνων ἐχθρῶν τῶν καλλιιεργειῶν καὶ ὅτι ἡ ἀποστολὴ κρίνεται σύμφωνα πρὸς τὰς ἰσχυοῦσας φυτοϋγειονομικὰς διατάξεις τῆς εἰσαγούσης χώρας, ὡς εἰδικῶς ἀναφέρεται εις τὴν κατωτέρω συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἢ ἀλλαγῶν.....
Ὑποκαπνισμὸς ἢ ἀπολύμανσις (συμπληροῦται τῇ αἰτήσῃ τῆς εἰσαγούσης χώρας).
Ἡμερομηνία..... Εἶδος ἐπεμβάσεως.....
Διάρκεια ἐπεμβάσεως..... Χρησιμοποίηθῃν χημικὸν προϊόν καὶ πυκνότης..... Συμπληρωματικὴ δήλωσις.....
Ἐγένετο εν.....
(σφραγίς τῆς Ὑπηρεσίας) (Ὑπογραφή)

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΗΣ ΑΠΟΣΤΟΛΗΣ

Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ ἐ)νσις τοῦ ἀποστολέως.....	
Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ ἐ)νσις τοῦ παραλήπτου.....	
Ἀριθμὸς καὶ εἶδος κόλλων.....	
Περιεχόμενον τῆς ἀποστολῆς.....	
Σημεῖα τῶν κόλλων.....	
Προέλευσις (αἰτίησι τῆς εἰσαγωγῆς χώρας).....	
Μέσον μεταφορᾶς.....	
Σημεῖον μεταφορᾶς.....	
Σημεῖον εἰσόδου.....	
Βοτανικὸν (ἐπιστημονικὸν) ὄνομα (αἰτίησι τῆς εἰσαγωγῆς χώρας).	

PROGRAMME

D'échanges culturels et scientifiques entre le Royaume et le République Socialiste de Roumanie pour la période 1 janvier 1967—1 septembre 1968.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, animés par le désir de cultiver les relations d'amitié et de collaboration entre le peuple grec et le peuple roumain et de développer les liens culturels entre leurs pays, sur la base du respect réciproque de leur souveraineté, de l'égalité en droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, ont décidé de conclure le présent Programme d'échanges culturels et scientifiques pour la période 1 janvier 1967—1 septembre 1968.

I. Science et enseignement

1. Les deux Parties faciliteront et encourageront la collaboration entre l'Académie de la République Socialiste de Roumanie et l'Académie d'Athènes :

a) elles organiseront des visites réciproques de un ou deux hommes de science chaque année, pour une période de deux semaines chacune, pour des échanges d'expérience et des conférences de spécialité. Les Parties favoriseront aussi l'échange sur une base de réciprocité de deux ou trois chercheurs, en vue de leur donner la possibilité de se spécialiser dans une branche scientifique, pour une période totale de douze mois ;

b) elles inviteront réciproquement, dans la mesure du possible, des personnalités, aux manifestations scientifiques nationales à participation internationale :

c) elles échangeront des publications et des travaux scientifiques.

2. Les deux Parties encourageront la collaboration dans le domaine de l'enseignement et favoriseront :

a) Les visites réciproques de deux professeurs universitaires chaque année, pour une période de deux-trois semaines chacun, pour établir des contacts scientifiques et pour donner des conférences ;

b) l'octroi, chaque année, sur une base de réciprocité, d'une ou deux bourses de spécialisation, pour une durée de dix mois chacune, chaque bourse pouvant être divisée entre deux personnes ;

c) l'invitation par la Partie roumaine de deux ou trois professeurs ou étudiants chaque année au cours d'été ;

d) l'échange de livres, de publications et matériels de spécialisation scientifique entre les Universités des deux pays.

3. Chaque Partie veillera à ce que les manuels scolaires d'histoire et de géographie publiés dans son propre pays ne contiennent pas d'inexactitudes ayant trait à l'autre pays. Les deux Parties échageront de la documentation à cet effet.

II. Culture et art

4. Les deux Parties favoriseront les relations dans le domaine de la littérature, ainsi que la publication de traductions d'oeuvres grecques et roumaines respectivement.

5. Chaque Partie favorisera la visite de deux ou trois écrivains, pour une période totale de 45 jours, à des fins documentaires.

6. Les deux Parties favoriseront la réalisation d'un

d'impresario. (L'expression «artistes et formations artistiques» ne comprend pas les ensembles de cirque).

7. Les deux Parties favoriseront l'invitation de personnalités culturelles et artistiques de l'autre pays au concours et festivals à participation internationale et à d'autres manifestations importantes qui s'organisent dans leur propre pays.

8. La Partie Roumaine invitera des membres du jury, des observateurs et des concurrents au Quatrième Concours et Festival International «Georges Enesco», en 1967.

La Partie grecque invitera un observateur roumain au Festival d'Athènes en 1967 ou en 1968.

9. Chaque Partie facilitera l'organisation annuelle de journées cinématographiques de l'autre Partie. A cette occasion seront invités un ou deux acteurs de cinéma ou cinéastes de l'autre pays.

10. Chaque Partie favorisera, pendant la période du présent Programme, l'organisation d'une exposition culturelle ou artistique par l'autre pays. Le caractère de ces expositions sera convenu par la voie diplomatique. A cette occasion une personnalité de l'autre Partie sera invitée pour une période déterminée par le pays d'accueil.

11. Les deux Parties favoriseront l'introduction dans le répertoire des théâtres de leurs pays d'au moins une oeuvre de la dramaturgie de l'autre pays. A cette fin, chaque Partie mettra à la disposition de l'autre Partie trois ou quatre oeuvres, pour choisir celle qui sera mise en scène.

12. Les parties encourageront les donations de livres et les échanges de publications entre la Bibliothèque Centrale d'Etat de Bucarest et la Bibliothèque Nationale du Royaume de Grèce.

III. Radiodiffusion

13. Les deux Parties favoriseront les échanges de programmes et matériels entre les organismes de radiodiffusion roumains et grecs. Ces échanges seront effectués par le truchement des Ministères des Affaires Etrangères.

IV. Archives

14. Les deux Parties favoriseront l'échange de publications spécialisées entre les archives d'Etat des deux pays.

V. Dispositions Générales et Financières

15. Les frais de voyage aller et retour, y compris ceux d'un éventuel excédent de bagages par avion, seront à la charge du Pays d'origine.

16. Les frais de séjour seront à la charge de la Partie d'accueil. Celle-ci assurera aux invités :

a) le logement et le chauffage (hôtel de première classe) ;

b) une indemnité journalière, notamment :
i) 130 lei, respectivement 300 drachmes ;
ii) 100 lei, respectivement 240 drachmes, selon la catégorie indiquée par le pays d'origine ;

c) pour les boursiers une allocation mensuelle de 1.400 lei du côté roumain et 3.500 drachmes du côté grec ;

d) en cas de maladie aigue, traitement médical, médicaments et hospitalisation ;

e) les frais des déplacements intérieurs relatifs au programme de l'invité ;

f) les frais du programme culturel (des billets de concerts, de représentations théâtrales et d'autres spectacles figurant au programme) ;

g) au besoin, des interprètes.

17. En ce qui concerne les expositions, les frais de transport jusqu'à la capitale du Pays d'accueil seront à la charge du Pays envoyant. La Partie d'accueil prendra à sa charge les frais de transport de retour jusqu'à la capitale du Pays d'origine ou à n'importe quel autre lieu, étant bien entendu qu'en ce dernier cas les frais ne pourront dépasser ceux du transport

La Partie d'accueil prendra à sa charge tous les frais liés à l'organisation de l'exposition, y compris la location de la salle, les frais d'installation, la garde, le déballage et l'emballage. Elle se chargera également des frais de publicité, y compris ceux des catalogues et des affiches. C'est la Partie envoyante qui couvrira les frais d'assurance de l'exposition et pendant la présence du matériel à l'étranger. La Partie d'accueil est tenue de confier tous les travaux relatifs à l'exposition à des experts et surveiller l'exécution oncompétente de ces travaux.

En cas d'endommagement des objets exposés, la Partie d'accueil en dressera un procès-verbal officiel qu'elle enverra à l'autre Partie.

18. Les conditions financières de l'échange des ensembles artistiques ou des solistes seront prévues pour chaque cas séparément dans les contrats qui seront conclus entre les organisations compétentes des deux pays. Si de ces contrats résultera la possibilité d'un transfert valutaire, il pourra être effectué par la voie du clearing roumano-grec.

19. Les personnes appelées à participer à une mission culturelle seront désignées dans chaque cas par le pays d'origine. Les deux Parties se communiqueront, dans la mesure du possible, les noms de ces personnes six semaines avant leur départ, et le projet de leur programme un mois avant leur départ. La partie d'accueil est tenue d'accuser réception de ces informations. Le pays d'origine préviendra l'autre Partie de la date du voyage au moins dix jours avant le départ et l'informerá de tous les autres détails trois jours avant le départ.

20. Le présent Programme n'exclut pas la possibilité d'organiser d'autres échanges hors programme.

21. Les dispositions du présent Programme entrent en vigueur le 1 janvier 1967 et en demeurent vigueur jusqu'au 1 septembre 1968. Avant l'expiration du présent Programme me une commission mixte greco-roumaine se réunira à Athènes en vue d'établir un nouveau programme de deux années.

Rédigé à Bucarest, et signé à Athènes, le 2 septembre 1966, en deux exemplaires en français, les deux textes faisant également foi.

Au nom du Gouvernement
A Nom du Gouvernement de la République So cia-
du Royaume de Grece : liste de Roumanie :
I. TOUMBAS C. MANESCU

Π Ρ Ο Γ Ρ Α Μ Μ Α

Μορφωτικών και επιστημονικών ανταλλαγών μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Ρουμανίας δια την περίοδο από 1ης Ιανουαρίου 1967 μέχρι 1ης Σεπτεμβρίου 1968.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ καλλιεργήσουν τὰς σχέσεις φιλίας καὶ συνεργασίας μεταξύ τοῦ ἑλληνικοῦ καὶ τοῦ ρουμανικοῦ λαοῦ καὶ νὰ ἀναπτύξουν τοὺς μορφωτικοὺς δεσμοὺς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀμοιβαίου σεβασμοῦ τῆς κυριαρχίας των, τῆς ἰσότητος δικαιωμάτων καὶ τῆς μὴ ἀναμίξεως εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις, ἀπεφάσισαν τὴν σύναψιν τοῦ παρόντος προγράμματος μορφωτικῶν καὶ επιστημονικῶν ἀνταλλαγῶν διὰ τὴν περίοδον 1ης Ιανουαρίου 1967 — 1ης Σεπτεμβρίου 1968.

I. Ἐπιστῆμαι καὶ ἐκπαίδευσις.

1. Τὰ δύο μέρη θέλουσι διευκολύνει καὶ ἐνδιαρρύνει τὴν συνεργασίαν μεταξύ τῆς Ἀκαδημίας τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Ἀκαδημίας Ἀθηνῶν:

α) Θέλουσιν ὀργανώσῃ ἀμοιβαίως ἐπισκέψεις ἐνδὸς ἢ δὺο ἐπιστημονικῶν καθ' ἕκαστον ἔτος, διὰ περίοδον δύο ἐβδομάδων ἐκάστη πρὸς τὸν σκοπὸν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων καὶ διεξαγωγῆς διαλέξεων ἐπὶ ἐιδιτικῶν θεμάτων.

Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσῃ ὡσαύτως τὴν ἀνταλλαγὴν εἰς τὴν ἀρχὴν ἀμοιβαίως δύο ἢ τριῶν ἐρευνητῶν ἐπὶ τῷ τέλει: νὰ παράσχωσιν εἰς αὐτοὺς τὴν δυνατότητα νὰ ἐξεδικευθῶσιν εἰς ἕνα ἐπιστημονικὸν τομέα διὰ μίαν περίοδον βῶδωκα μηνῶν συνολικῶς.

β) Θέλουσι προσκαλέσῃ ἀμοιβαίως, κατὰ τὸ δυνατόν, προσωπικότητας εἰς ἐθνικὰς ἐπιστημονικὰς ἐκδηλώσεις μὲ διεθνή συμμετοχὴν.

γ) Θέλουσιν ἀνταλλάξῃ ἐπιστημονικὰς ἐκδόσεις καὶ ἔργασις.

2) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν ἐνδιαρρύνει τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ εὐνοήσῃ:

α) τὰς ἀμοιβαίως ἐπισκέψεις δύο καθηγητῶν Πανεπιστημίου καθ' ἕκαστον ἔτος, διὰ μίαν περίοδον δύο ἕως τριῶν ἐβδομάδων ἐκάστη, ἵνα καθιερώσωσιν ἐπιστημονικὰς ἐπαφὰς καὶ δώσωσι διαλέξεις.

β) Τὴν παροχὴν, κατ' ἔτος, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαίότητος μιᾶς ἢ δύο ὑποτροφιῶν διὰ εἰδικευσίαν διαρκείας 10 μηνῶν ἐκάστη, ἐκάστης ὑποτροφίας δυναμένης νὰ καταμεριθῇ μεταξὺ δύο προσώπων.

γ) Τὴν πρόσκλησιν ὑπὸ τῆς ρουμανικῆς πλευρᾶς δύο ἢ τριῶν καθηγητῶν ἢ σπουδαστῶν κατ' ἔτος κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ θέρους.

δ) Τὴν ἀνταλλαγὴν βιβλίων, ἐκδόσεων καὶ ὕλικου ἐπιστημονικῆς ἐξειδικεύσεως μεταξὺ τῶν Πανεπιστημίων τῶν δύο χωρῶν.

3) Ἐκαστον Μῆρος θέλει ἐπαγρυπνῆ ὅπως τὰ σχολικὰ ἔργα ἱστορίας καὶ Γεωγραφίας τὰ ἐκδιδόμενα εἰς τὴν ἰδίαν του χώραν μὴ περιέχωσιν ἀνακριθείας ἀναφερομένας εἰς τὴν ἑτέραν χώραν.

Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν ἀνταλλάσῃ πρὸς τοῦτο πληροφορικὰ στοιχεῖα.

II. Γράμματα — Τέχναι.

4) Τὰ δύο Μέρη θέλουσι εὐνοήσῃ τὰς σχέσεις εἰς τὸν τομέα τῆς λογοτεχνίας καὶ τῆς ἐκδόσεως μεταφράσεων ἑλληνικῶν καὶ ρουμανικῶν ἔργων ἀντιστοιχῶς.

5) Ἐκαστον Μῆρος θέλει εὐνοήσῃ τὴν ἐπίσκεψιν δύο ἢ τριῶν συγγραφέων διὰ περίοδον 45 ἡμερῶν συνολικῶς πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνημερώσεως.

6) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσῃ τὴν πραγματοποιήσῃ ἀνταλλαγῶν καλλιτεχνῶν καὶ καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων διὰ μέσου ἱμπρεσαρίων (εἰς τὴν ἔκφρασιν «καλλιτέχαι καὶ καλλιτεχνικὰ συγκροτήματα» δὲν περιλαμβάνονται τὰ τσίρκα).

7) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσῃ τὴν πρόσκλησιν προσωπικότητων τῶν γραμμάτων καὶ τῆς Τέχνης τῆς ἑτέρας χώρας εἰς διαγωνισμοὺς καὶ Φεστιβάλ μὲ διεθνή συμμετοχὴν καὶ εἰς ἄλλας σοδαράς ἐκδηλώσεις, αἵτινες ὀργανοῦνται εἰς τὴν χώραν των.

8) Ἡ ρουμανικὴ πλευρὰ θέλει προσκαλέσῃ τῆς Ἑλληνοδίκου Ἐπιτροπῆς παρατηρητὰς καὶ ἀνταγωνιστὰς εἰς τὸν 4ον διεθνή διαγωνισμὸν καὶ Φεστιβάλ («Γεώργιον Ἐνέσκου» κατὰ τὸ 1967.

Ἡ ἑλληνικὰ πλευρὰ θέλει προσκαλέσῃ Ρουμᾶνον παρατηρητὴν εἰς τὸ Φεστιβάλ Ἀθηνῶν τὸ 1967 ἢ 1968.

9) Ἐκαστον Μῆρος θέλει διευκολύνει τὴν ὀργάνωσιν ἐτησίως κινηματογραφικῶν ἡμερίδων τοῦ ἑτέρου Μέρους. Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ αὐτῇ θὰ προσκαλῶνται εἰς ἡ δύο ἡθοποιοὶ τοῦ κινηματογράφου ἢ κινηματογραφιστὰί τῆς ἑτέρας χώρας.

10) Ἐκαστον Μῆρος θέλει εὐνοήσῃ, κατὰ τὴν περίοδον τοῦ παρόντος Προγράμματος, τὴν ὀργάνωσιν μιᾶς ἐκθέσεως μορφωτικῆς ἢ καλλιτεχνικῆς ὑπὸ τῆς ἑτέρας χώρας. Ὁ χαρακτήρ αὐτῶν τῶν ἐκθέσεων θέλει συμφωνηθῆ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ αὐτῇ μία προσωπικότης τοῦ ἑτέρου Μέρους θέλει κληθῆ διὰ μίαν περίοδον καθοριζομένην ὑπὸ τῆς προσκαλοῦσῃς χώρας.

11) Τὰ δύο Μέρη θέλουσιν εὐνοήσῃ τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὰ δραματολόγια τῶν θεάτρων τῶν χωρῶν των τοὺλάχιστον ἐνδὸς ἔργου τῆς δραματοουργίας τῆς ἑτέρας χώρας. Πρὸς τοῦτο ἕκαστον Μῆρος θέλει θέσει εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ ἑτέρου Μέρους τρία ἢ τέσσαρα ἔργα, πρὸς ἐπιλογὴν ἐκείνου, ὅπερ θέλει ἀναθεωραθῆ.

12) Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἐνδιαφρύνει τὰς δωρεὰς βιβλίων καὶ τὰς ἀνταλλαγὰς ἐκδόσεων μεταξὺ τῆς Κεντρικῆς Κρατικῆς Βιβλιοθήκης τοῦ Βουκουρεστίου καὶ τῆς Ἑθνικῆς Βιβλιοθήκης τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

III. Ραδιοφωνία.

13) Τὰ δύο Μέρη θέλουν εὐνοήσει τὰς ἀνταλλαγὰς προγραμμάτων καὶ ὑλικῶν μεταξὺ τῶν ραδιοφωνικῶν ὀργανισμῶν Ρουμανίας καὶ Ἑλλάδος. Αἱ ἀνταλλαγαὶ αὗται θέλουν πραγματοποιηθῆ μέσῳ τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν.

IV. Ἀρχεῖα.

14) Τὰ δύο Μέρη θέλουν εὐνοήσει τὴν ἀνταλλαγὴν εἰδικευμένων ἐκδόσεων μεταξὺ τῶν κρατικῶν Ἀρχείων τῶν δύο χωρῶν.

V. Γενικαὶ καὶ Οἰκονομικαὶ Διατάξεις.

15) Τὰ ἔξοδα ταξειδίου μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς (ALLER-RETOUR), περιλαμβανομένων καὶ ἐκείνων ἐξ ἐνδεχομένου ὑπερβάλλοντος βάρους ἀποσκευῶν (δι' ἀεροπορικὸν ταξειδίον) θέλουν βαρύνει τὴν χώραν προελεύσεως.

16) Τὰ ἔξοδα παραμονῆς θέλουν βαρύνει τὸ προσκαλοῦν Μέρος. Τοῦτο θέλει ἐξασφαλίσαι εἰς τοὺς προσκεκλημένους:

- α) Κατάλυμα καὶ θέρμανσιν (ξενοδοχεῖον Α' κατηγορίας)
- β) Ἡμερησίαν ἀποζημίωσιν, ἥτοι

1) 130 Λεῖ ἀντιστοίχως 300 δραχ.

2) 100 Λεῖ ἀντιστοίχως 240 δραχ.

συμφώνως τῇ ὑποδεικνυμένῃ κατηγορίᾳ ὑπὸ τῆς χώρας προελεύσεως.

γ) Διὰ τοὺς ὑποτρόφους μηνιαίαν ἐπιχορήγησιν 1.400 Λεῖ ἐκ τῆς ρουμανικῆς πλευρᾶς καὶ 3.500 δραχ. ἐκ τῆς ἑλληνικῆς.

δ) Εἰς περίπτωσιν βαρείας ἀσθενείας, ἰατρικὴν περίθαλψιν, φάρμακα καὶ εἰσαγωγῆν εἰς νοσοκομεῖον.

ε) Τὰ ἔξοδα τῶν ἐκ τῆς χώρας σχετικῶν πρὸς τὸ πρόγραμμα τοῦ προσκεκλημένου μετακινήσεων.

ζ) Τὰ ἔξοδα τοῦ Μορφωτικοῦ Προγράμματος (εἰσιτήρια συναυλιῶν, θεατρικῶν παραστάσεων καὶ ἄλλων θεαμάτων περιεχομένων εἰς τὸ Πρόγραμμα.

η) Ἐν ἀνάγκῃ καὶ διερμηνεῖς.

17) Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐκθέσεις, αἱ δαπάναι μεταφορᾶς μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς προσκαλούσης χώρας θέλουν βαρύνει τὴν ἀποστέλλουσαν χώραν.

Ἡ προσκαλοῦσα χώρα θέλει ἀναλάβει τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς κατὰ τὴν ἐπιστροφήν μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς χώρας προελεύσεως ἢ ἀλλαγῶν ἐξυπακουμένου ὅτι εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν αἱ δαπάναι δὲν δύναται νὰ ὑπερβῶσι τὰς δαπάνας μεταφορᾶς μέχρι τῆς πρωτευούσης τῆς χώρας προελεύσεως.

Ἡ προσκαλοῦσα χώρα θέλει ἀναλάβει ἅπαντα τὰ ἔξοδα τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν ὀργάνωσιν τῆς ἐκθέσεως, περιλαμβανομένων τῶν δαπανῶν ἐνοικιάσεως τῆς αἰθούσης, ἐγκαταστάσεως, φυλάξεως, ἀποσυσκευασίας τῶν ἐκθεμάτων καὶ συσκευασίας αὐτῶν. Θέλει ἀναλάβει ὡσαύτως τὰ ἔξοδα διαφημίσεως περιλαμβανομένων τῶν δαπανῶν ἐκτύπωσεως τῶν καταλόγων καὶ διαφημιστικῶν ἐντύπων (ἀφίσες). Τὸ ἀποστέλλον Μέρος θέλει καλύψει τὰς δαπάνας ἀσφαλίσεως τῆς Ἐκθέσεως καὶ τοῦ ὑλικῶν κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ ἢν θὰ εὐρίσκειται τοῦτο εἰς τὸ ἔξωτερικόν. Ἡ δεχομένη χώρα ἀναλαμβάνει νὰ ἀναθέσῃ πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἐκθεσιν ἐργασίας εἰς ἐμπειρογνώμονας καὶ νὰ ἐπιβλέπῃ τὴν προσήκουσαν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν.

Εἰς περίπτωσιν βλάβης τῶν ἐκθεμάτων ἢ δεχομένη χώρα θέλει συντάξῃ ἐπίσημον πρακτικὸν ὑπερ θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὴν ἑτέρα.

18) Οἱ οἰκονομικοὶ ὄροι τῆς ἀνταλλαγῆς καλλιτεχνικῶν συγκροτημάτων ἢ μεμονομένων καλλιτεχνῶν θὰ προβλέπωνται κεχωρισμένως εἰς ἐκάστην περίπτωσιν εἰς τὰ συμβόλαια, ἅτινα θὰ συνάπτονται μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὀργανισμῶν τῶν δύο χωρῶν. Ἐὰν ἐκ τῶν συμβολαίων αὐτῶν θέλει προκύψῃ ἢ δυνατότης μεταφορᾶς χρημάτων αὕτη θὰ δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ διὰ τοῦ Ἑλληνορουμανικοῦ κληρικῆ (CLEARING).

19) Τὰ πρόσωπα τὰ καλούμενα ὅπως συμμετάσχουσιν εἰς μίαν μορφωτικὴν ἀποστολὴν θὰ ὑποδεικνύονται εἰς ἐκάστην περίπτωσιν ὑπὸ τῆς χώρας προελεύσεως αὐτῶν. Τὰ δύο Μέρη θέλουν ἀνακοινῶσι κατὰ τὸ δυνατόν, τὰ ὄνόματα τῶν προσώπων αὐτῶν ἐξ ἐβδομάδας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς των καὶ τὸ σῆδιον τοῦ προγράμματός των ἕνα μῆνα πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς των. Ἡ προσκαλοῦσα χώρα ὑποχρεοῦται νὰ γνωρίζῃ τὴν λήψιν αὐτῶν τῶν πληροφοριῶν. Ἡ χώρα προελεύσεως θέλει ἐδοιοῖ τὸ ἕτερον Μέρος περὶ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ ταξειδίου δέκα (10) ἡμέρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως καὶ περὶ τῶν λοιπῶν λεπτομερειῶν τρεῖς (3) ἡμέρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως.

20) Τὸ παρὸν πρόγραμμα δὲν ἀποκλείει τὴν δυνατότητα ὀργανώσεως καὶ ἄλλων ἀνταλλαγῶν ἐκτὸς προγράμματος.

21) Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος προγράμματος τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1967 καὶ παραμένουσιν ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1968. Πρὸ τῆς ἐκπεύσεως τοῦ παρόντος προγράμματος μία μικτὴ Ἑλληνο-ρουμανικὴ ἐπιτροπὴ θέλει συνέλθῃ εἰς Ἀθήνας ἕνα συντάξῃ ἐν νέον πρόγραμμα διαρκείας δύο ἐτῶν.

Συνετάγῃ ἐν Βουκουρεστίῳ, καὶ ὑπεγράφη ἐν Ἀθήναις, τὴν 2αν Σεπτεμβρίου 1966, εἰς δύο ἀντίτυπα γαλλιστί, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἰσοδυνάμων.

Ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος	Ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας
--	--

(2)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 57

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βρετανικῆς τοιαύτης συμφωνίας περὶ συμφητισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρετανικῶν Ἀρχῶν προηγουσῶν ἐκατέρωθεν ἀπαιτήσεων καὶ περὶ καταβολῆς ἀποζημιώσεως εἰς τοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσαμεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν αἱ μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἐνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἀνταλλαγεῖσαι ἐπιστολαὶ περὶ συμφητισμοῦ τῶν ἐκατέρωθεν ἀπαιτήσεων τῶν δημιουργηθεισῶν ἐκ τῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρετανικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν ἀπελευθέρωσιν ταύτης.

Τὰ κείμενα τῶν ἐπιστολῶν ἔπονται εἰς τὴν ἑλληνικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ἡ ἰσχὺς τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς υπογραφῆς των.

Ἄρθρον 2.

1. Δωδεκανήσιοι δικαιοῦχοι ἀπαιτήσεων ἀπορρεουσῶν ἐξ ὀφειλῶν τῶν Βρετανικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν Δωδεκανήσου προερχομένων εἴτε ἐξ ἀναλώσεως ἢ καταστροφῆς ἀγαθῶν, εἴτε ἐκ τῆς χρήσεως περιουσιακῶν στοιχείων, εἴτε ἐκ τῶν προξενηθεισῶν ἐκ τῆς χρήσεως ταύτης ζημιῶν, ἐξ ὀνόματος τῶν ὁποίων ἢ Ἑλληνικῆ Κυβερνήσεως παρητήθη τῶν ἀπαιτήσεων τούτων διὰ τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης συμφωνίας, δικαιούται ἀποζημιώσεως παρὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος. Οὗτοι ὑποχρεοῦνται ὅπως, ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας ἐξ μὴνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, τῆς προθεσμίας ταύτης

δυναμής να παραταθή επί εξ εϊτέτι μήνας διά κοινής αποφάσεως των Ἑπιτροπῶν (Ὀικονομικῶν καὶ Ἐξωτερικῶν, ὑπεβάλλωσιν εἰς τὴν Νομαρχίαν Ρόδου σχετικὴν δήλωσιν ἀναγράφουσαν λεπτομερῶς τὰς προξενηθείσας ζημίας, τὸν χρόνον καθ' ὃν ἔλαβον χώραν αὐταὶ καὶ τὸ μέγεθος αὐτῶν, ἐκπεφρασμένον εἰς δραχμὰς.

2. Αἱ δηλώσεις τῶν περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀξιώσεως κρίνονται παρ' ἐπιτροπῆς, ἐδρευούσης ἐν Ρόδῳ καὶ ἀποτελουμένης :

α) Ἐξ ἐνὸς Ἐφέτου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐφετείου Δωδεκανήσου ὡς Προέδρου.

β) Ἐξ ἐνὸς ἀνωτέρου οἰκονομικοῦ ὑπαλλήλου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Δωδεκανήσου. καὶ

γ) Ἐξ ἐνὸς ἀνωτέρου τεχνικοῦ ὑπαλλήλου ὀριζομένου ὑπὸ τοῦ Νομάρχου Δωδεκανήσου.

Καθ' ἕκαστον Γραμματέως ἐκτελεῖ ὑπάλληλος, ἐπὶ βαθμῶ τοῦλάχιστον 6ῳ, τῆς Νομαρχίας Δωδεκανήσου ὀριζόμενος ὑπὸ τοῦ Νομάρχου.

Πάντων τῶν ἀνωτέρω ὀρίζονται ἰσάριθμοι ἀναπληρωταὶ κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν. Ἡ ἐπιτροπὴ συνεδριάζει δημοσίᾳ εἰς τὸ Κατάστημα τῆς Νομαρχίας Δωδεκανήσου εὐρίσκειται δὲ ἐν ἀπαρτίᾳ παρόντων ἀπάντων τῶν μελῶν αὐτῆς. Αἱ ἀποφάσεις αὐτῆς λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν.

Περὶ ἐκάστης συνεδριάσεως τηροῦνται ἐν ἰδίῳ βιβλίῳ πρακτικὰ ὑπογεγραμμένα ὑπὸ τοῦ Προέδρου, τῶν μελῶν αὐτῆς καὶ τοῦ Γραμματέως.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφαίνεται ἡτιολογημένως ἐπὶ τε τῶν τύπων καὶ τῆς οὐσίας, δυναμένη κατὰ τὴν ἐλευθέραν αὐτῆς κρίσιν νὰ ζητήσῃ πλείονα στοιχεῖα, καθὼς καὶ τὴν χρῆσιν παντὸς ἀποδεικτικοῦ μέσου πρὸς μὀρφωσιν ἀσφαλοῦς κρίσεως.

Αἱ ἀποφάσεις δημοσιεύονται ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει. Αἱ ὀριστικαὶ ἀποφάσεις τῆς κατὰ τὸν παρόντα νόμον ἐπιτροπῆς εἶναι ἀμετάκλητοι.

Ἄρθρον 3.

1. Τὸ σύνολον τῶν καταβληθησομένων δυνάμει τοῦ παρόντος ἀποζημιώσεων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῆ τὸ ποσὸν τῶν δέκα ἑκατομμυρίων δραχ. τῆς τυχόν ἐπιδικασθησομένης συνολικῶς μεγαλυτέρας ἀποζημιώσεως ἐπιμεριζομένης κατ' ἀναλογίαν εἰς βάρος ὄλων τῶν δικαιούχων.

2. Ἡ διὰ τὴν ἐκδίκασιν ἐν γένει τῶν δηλώσεων δαπάνη ἐπιβαρύνει τὸ Δημόσιον.

3. Πᾶσα λεπτομέρεια τοῦ παρόντος θέλει ρυθμισθῆ δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀναγκαστικοῦ Νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς της εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐὶ Ἀθήναις τῆ 19 Ἰουνίου 1967

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΚΟΛΛΙΑΣ

ΓΡ. ΣΠΑΝΤΙΔΑΚΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ - ΓΚΟΤΡΑΣ, ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ, ΣΤ. ΠΑΤ-
ΤΑΚΟΣ, Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ,
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ,
Π. ΤΣΑΡΟΥΧΗΣ, ΙΩΑΝ. ΤΣΑΝΤΙΔΑΣ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤ-
ΘΑΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΔΕΚΚΑΣ, ΣΠ. ΑΙΖΑΡΔΟΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑ-
ΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 22 Ἰουνίου 1967

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΛΕΩΝ. ΡΟΖΑΚΗΣ

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Athènes, le 7 mars 1955

No 2630

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant aux discussions entre le Ministère des Affaires Étrangères et l'Ambassade de Sa Majesté Britannique au sujet des questions résultant de l'administration du Dodécanèse par les Autorités Militaires Britanniques, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Royal Hellénique est d'accord de conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord un arrangement à ce sujet aux termes suivants :

A. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se désiste.

a) de toute réclamation résultant du coût déjà assumé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour l'Administration Militaire Britannique au Dodécanèse,

b) de toute réclamation pour la somme de Lires de l'Égée 7.381.000 qui avait été trouvée en compte bloqué à la Succursale de la Banque d'Italie à Rhodes au nom de l'Administration Britannique et qui a été saisie par les Autorités Helléniques.

B. De son côté, le Gouvernement Hellenique se désiste

a) de toute réclamation résultant du rechat par le Gouvernement Hellenique des notes de l'Administration Militaire Britannique mises en circulation par les Autorités Militaires Britannique pendant la durée de l'Administration Militaire Britannique,

b) en son propre nom et au nom des tous les habitants du Dodécanèse, de toute réclamation découlant de l'occupation du Dodécanèse par les Autorités Militaires Britanniques.

C. Le présent arrangement couvre toute réclamation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, qu'elle provienne soit de toutes dépenses de l'Autorité Militaire Britannique, soit de l'abandon sur place de denrées alimentaires ou de toute autre cause découlant de l'exercice de l'administration militaire du Dodécanèse par les Autorités Britanniques.

Dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté de Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord est d'accord avec ce qui précède, je propose que la présente lettre et la réponse que Votre Excellence voutra bien me faire à ce sujet constituent un accord entre les deux Gouvernements.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien croire à l'expression de ma très haute considération.

Athènes, le 7 Mars 1955

S. STEPHANOPOULOS

Son Excellence

Sir Charles Peake, K. C. M. G., M. C.

Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique,

EN VILLE

BRITISH EMBASSY
No 64 (CD 518/7/55).
Monsieur le Ministre

Athens, March 7, 1955.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of today's date, in which your excellency informed me that with a view to the settlement of questions arising out of the administration of the Dodecanese by the British military authorities, the Royal Hellenic Government is ready to conclude an agreement with Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in the following terms:

«(A) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de se désiste

(a) de toute réclamation résultant du coût de ja assumé par le Gouvernement de Sa Mejesté Britannique pour l'Administration Militaire Britannique au Dodécanèse.

(b) de toute réclamation pour la somme de Lires de l'Egée 7.381.000 qui avait été trouvée en compte bloqué à la Succursale de la Banque d'Italie à Rhodes au nom de l'Administration Britannique et qui avait été saisie par les Autorités Helléniques.

(B) Desoncoté le Gouvernement Hellénique se désiste

(a) de toute réclamation résultant du rachat par le Gouvernement Hellénique des notes de l'Administration Militaire Britannique mises en circulation par les autorités Militaires Britanniques pendant la durée de l'Administration Militaire Britannique,

(b) en son propre nom et au nom de tous les habitants du Dodécanèse de toute réclamation découlant de l'occupation du Dodécanèse par les aurotités Militaires Britanniques.

(C) Le présent arragement couvre toute réclamation du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni qu'elle provienne soit de toutes dépenses de l'Autorité Militaire Britannique, soit de l'abandon sur place de denrées alimentaires, ou de toute autre cause découlant de l'exercice de l'Administration Militaire du Dodécanèse par les autorités Britanniques».

2. In reply I have the honour to inform your Excellency that Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland approve of the foregoing proposals and will regard your Note and the present reply as constituting an Agreement between the two Governments.

I avail myself of this opportunity to express to your Excellency the assurance of my highest esteem.

CHARLE PEAKE

His Excellency
Monsieur S. Stephanopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Royal Hellenic Ministry of Foreign Affairs,
ATHENS

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Αριθ. 2630

Κύριε Πρέσβυ,

Αναφερόμενος εις τὰς μεταξύ τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν καὶ τῆς Πρεσβείας τῆς Αὐτῆς Βρεταννικῆς Μεγαλειότητος συνομιλίας ἐν σχέσει πρὸς τὰ ζητήματα τὰ προφαντὰ ἐκ τῆς διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου ἐπὶ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς

γνώσιν τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις συμφωνεῖ νὰ συνάψῃ μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλῃς Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ προκειμένου κατὰ τοὺς κάτωθι ὅρους:

Α. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ παραιτεῖται

α) πάσης ἀξιώσεως ἀπορροῦσης ἐκ τῆς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἀναληφθείσης δαπάνης διὰ τὴν Βρεταννικὴν Στρατιωτικὴν Διοίκησιν ἐν Δωδεκανήσῳ.

β) πάσης ἀξιώσεως διὰ τὸ ποσὸν Λιρεττῶν Αἰγίου 7.381.000, τὸ ὁποῖον εἶχεν εὑρεθῆ ἐν δεσμευμένῳ λογαριασμῷ παρὰ τῷ ἐν Ρόδῳ Ὑποκαταστήματι τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἰταλίας ἐπ' ὀνόματι τῆς Βρεταννικῆς Διοικήσεως καὶ κατεσχέθη ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν.

Β. Ἀπὸ μέρους τῆς ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις παραιτεῖται

α) πάσης ἀξιώσεως ἀπορροῦσης ἐκ τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐξαγορᾶς τῶν χαρτονομισμάτων τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως, τῶν τεθέντων ἐν κυκλοφορίᾳ ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως,

β) ἐξ ὀνόματός τῆς καὶ ἐξ ὀνόματος πάντων τῶν κατοίκων τῆς Δωδεκανήσου, πάσης ἀξιώσεως ἀπορροῦσης ἐκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατοχῆς τῆς Δωδεκανήσου.

Γ. Ἡ παρούσα συμφωνία καλύπτει πᾶσαν ἀπαίτησιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ προερχομένων εἴτε ἐξ οἰασδήποτε δαπάνης τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν, εἴτε ἐκ τῆς ἐπὶ τόπου ἐγκαταλείψεως τροφίμων, ἢ ἐκ πάσης ἄλλης αἰτίας προκυπτούσης ἐκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν ἀσκήσεως τῆς στρατιωτικῆς διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλῃς Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ ἀνωτέρω, προτείνω ὅπως ἡ παρούσα διακοινώσις καὶ ἡ ἀπάντησις, ἣν ἡ Ὑμετέρα Ἐξοχότης θὰ εὐαρεστηθῇ νὰ μοι ἀπευθύνῃ ἐπὶ τοῦ προκειμένου, ἀποτελέσουν συμφωνίαν μεταξύ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Παρακαλῶ τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα νὰ εὐαρεστηθῇ νὰ δεχθῇ τὴν ἔκφρασιν τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς μου.

(Υπ) Στ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7ῃ Μαρτίου 1955

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα
SIR CHARLES PEAKE, K.C.M.G., M.C.
ἐκτακτοῦ καὶ Πληρεξούσιου Πρέσβυ,
τῆς Αὐτῆς Βρεταννικῆς Μεγαλειότητος
ΒΡΕΤΑΝΝΙΚΗ ΠΡΕΣΒΕΙΑ
ΑΘΗΝΑΙ

Ἀριθ. 64

(CD 518/7/55)

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἐχῶ τὴν τιμὴν νὰ βεβαιώσω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινῆν ἡμερομηνίαν ὕμετέρας διακοινώσεως, ἐν τῇ ὁποίᾳ ἡ Ὑμετέρα Ἐξοχότης με ἐπληροφόρησεν ὅτι, ἐπὶ τῷ τέλει διακανονισμοῦ τῶν ἐκ τῆς διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν προκυπτόντων ζητημάτων, ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις εἶναι πρόθυμος νὰ συνάψῃ μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλῃς Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας συμφωνίαν κατὰ τοὺς ἐξῆς ὅρους:

Α. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ παρατεῖται

α) πάσης αξιώσεως απορρεούσης εκ τῆς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἀναληφθείσης δαπάνης διὰ τὴν Βρεταννικὴν Στρατιωτικὴν Διοίκησιν ἐν Δωδεκανήσῳ

β) πάσης αξιώσεως διὰ τὸ ποσὸν Λιρετῶν Αἰγυπτίου 7.381.000, τὸ ὁποῖον εἶχεν εὑρεθῆ ἐν δεσμευμένῳ λογαριασμῷ παρὰ τῶ ἐν Ρόδῳ Ὑποκαταστήματι τῆς Τραπεζῆς τῆς Βρεταννικῆς Διοικήσεως καὶ εἶχε κατασχεθῆ ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

Β. Ἀπὸ μέρους τῆς, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις παραιτεῖται

α) πάσης αξιώσεως ἀποραιοῦσης εκ τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐξαγορᾶς τῶν χαρτονομισμάτων τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως, τῶν τεθέντων ἐν κυκλοφορίᾳ ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως,

β) ἐξ ὀνόματός τῆς καὶ ἐξ ὀνόματος πάντων τῶν κατοίκων τῆς Δωδεκανήσου, πάσης αξιώσεως ἀπορρεούσης εκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν κατοχῆς τῆς Δωδεκανήσου.

Γ. Ἡ παροῦσα συμφωνία καλύπτει πᾶσαν ἀπαίτησιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ προερχομένην εἴτε ἐξ οἰασδῆποτε δαπάνης τῶν Βρεταννικῶν Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν, εἴτε εκ τῆς ἐπί

τόπου ἐγκαταλείψεως τροφίμων, ἢ εκ πάσης ἄλλης αἰτίας προκυπτούσης εκ τῆς ὑπὸ τῶν Βρεταννικῶν Ἀρχῶν ἀσκήσεως τῆς στρατιωτικῆς διοικήσεως τῆς Δωδεκανήσου.

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ τῆς Μεγάλῃς Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἐγκρίνει τὰς ἀνωτέρω προτάσεις καὶ θὰ θεωρήσῃ τὴν ὕμετέραν Διακοίνωσιν καὶ τὴν παροῦσαν ἀπάντησιν ὡς ἀποτελούσας Συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Δράττομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω πρὸς τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἐκτιμήσεως μου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7ῃ Μαρτίου 1955

(Ὑπ.) CHARLES PEAK

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα

Κύριον Σ. Στεφανόπουλον

Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν

Ἑλληνικὸν Βασιλικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν

Ἀθ ἡ ν α ς